

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple-Un But-Une Foi

**Ministère de la Gouvernance locale, du Développement
et de l'Aménagement du Territoire
(MGLDAT)**

**Programme National de Développement Local
Agence Régionale de Développement de Diourbel
REGION DE DIOURBEL
DEPARTEMENT DE MBACKE
Commune de Madina**



**PLAN DE DEVELOPPEMENT COMMUNAL (PDC) DE
MADINA
(2017-2022)**

Mot du Maire

La Commune de Madina s'est caractérisée par l'émergence de figures emblématiques à l'Image de Serigne Mbacké Madina ainsi que Serigne Moustapha. Elle est également connue pour sa richesse en culture et sur le plan religieux la confrérie mouride qui y est présente. Forts de cet héritage et conscients de notre obligation de perpétuer le rayonnement de notre communauté, tous les acteurs locaux se sont mobilisés à côté de l'équipe municipale pour porter le Plan de Développement Communal 2017-2022.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la phase d'opérationnalisation du guide de planification enrichi, le programme a proposé des orientations pour le choix des 45 CL sur la base de l'équité territoriale. Parmi elles, figure notre chère Commune. Ce plan a été élaboré à la suite d'une démarche de mobilisation et de large consultation, qui a duré plus d'un an, à laquelle ont participé de nombreux citoyens et partenaires du développement économique, social, communautaire et culturel. Tous les acteurs sociaux de la commune ont été impliqués, dont la population.

Aujourd'hui nous disposons d'un outil de travail indispensable à la bonne gestion du territoire communal, la réalisation des projets et programmes inscrits dans l'horizon 2017-2022 devra fondamentalement influencer sur la qualité de vie, le développement, la prospérité et, en définitive le destin de la commune.

Le Conseil Municipal que j'ai l'honneur de présider est déterminé à traduire la vision des citoyens de la Commune de Madina à travers les 3 principales axes retenus et bien articulés aux orientations de l'Etat à travers le Plan Sénégal Emergent (PSE).

Au terme du processus d'élaboration de ce document de référence, il m'incombe de remercier l'Etat à travers le Ministère de la gouvernance locale, du développement et de l'aménagement du territoire (MGLDAT) et le Programme National de Développement Local (PNDL).

Mention spéciale à l'Agence Régionale de Développement (ARD) de Diourbel, les Services Déconcentrés qui composent le Comité Technique Régional, le Préfet de Mbacké ainsi que tous les partenaires d'avoir accompagné la commune dans cette entreprise de planification et de structuration des interventions sur notre territoire.

La région de Diourbel est, actuellement, le troisième territoire le plus peuplé du Sénégal, la Commune de Madina y compte une part non négligeable. Nous avons pensé que l'atout premier de notre Commune est son capital humain : des traditions profondément ancrées de culte du travail, de l'initiative, de la solidarité communautaire. L'autre atout majeur de la Commune de Madina réside dans l'énorme potentiel d'attraction de Touba et de la possibilité d'en faire bénéficier à toute la région.

Khadim FALL

I. CONTEXTE

- ✓ Plan Sénégal Emergent (PSE) ;
- ✓ Phase 1 de l'Acte III, LPGLDAT ;
- ✓ Lancement élaboration du PNADT ;
- ✓ Convention de partenariat avec GELD ;
- ✓ Signature de convention pour le PDDTM ;
- ✓ Mise en place PISET ;
- ✓ Démarrage PCD/SMP des CL en gouvernance ;
- ✓ Signature du protocole additionnel avec ENDA.

Dans ce contexte, la révision des cadres de référence du développement des CL selon la version de l'Acte III de la décentralisation, ainsi que l'adaptation des outils d'ingénierie du développement territorial devient une nécessité. A ce titre, le PNDL et ses partenaires se sont engagés, depuis 2014, dans un processus de recherche-actions, dans le cadre d'une plateforme nationale afin de contribuer significativement aux stratégies de développement territorial tout en intégrant les aspects de la double planification et des questions transversales.

II. OBJECTIFS

Objectif Général :

L'objectif est de doter la commune de Madina d'un outil de planification opérationnel, suivant une démarche concertée et simplifiée et de mettre en place des cadres de concertation locaux.

Objectifs spécifiques :

Dresser une situation de référence exhaustive reflétant les atouts, potentialités et opportunités mais aussi les problèmes et contraintes pour un développement durable et inclusif ;

Identifier les axes prioritaires de développement et de dégager des objectifs stratégiques réalistes et des résultats à atteindre ;

Élaborer un plan d'actions prioritaires chiffré et programmé dans le temps et dans l'espace en l'articulant aux politiques sectorielles

III. DEMARCHE METHODOLOGIQUE

Le processus est piloté par un comité composé de l'ARD et des services techniques régionaux de la Planification de l'Appui au Développement Local et de la Statistique et de la Démographie. C'est une démarche innovante qui renforce le niveau de participation des populations et des élus tout en permettant la production d'outils de planification (PDC, projets, programmes, plans d'actions etc.) pertinents qui prennent en charge les ambitions réalistes de la collectivité. Par ailleurs, le processus de planification au niveau communal est conçu de sorte qu'il constitue le niveau opérationnel des orientations nationales déclinées dans le PSE.

IV. DISPOSITIF INSTITUTIONNEL

Comité Technique Régional

Installation d'un Comité technique Régional coordonné par l'ARD

Composition : 03 agents ARD, SRADL, SRP, SRAT, SRDS, DREEC

Missions : veiller sur la démarche participative, l'articulation des axes aux priorités du moment, la pertinence et l'opérationnalité des PLD et l'appui à la rédaction finale des documents.

Comité Régional d'évaluation de la

Performance de la commune

En plus du Comité Technique Régional, des représentants de la société civile, du service du Trésor, du secteur privé et de la Cellule Régionale de Gouvernance (CRG). Sous la coordination de l'ARD, ce comité a pour mission d'administrer la grille et d'assurer le traitement des informations et la restitution des résultats au niveau des collectivités locales de leur ressort. Il a aussi en charge, l'élaboration du rapport régional de performance assorti de recommandations et plans d'actions.

Equipe Technique Locale

Mise en place d'une équipe technique locale

Composition : 01 Volontaire du développement, CDAL, SECUM et 09 animateurs locaux

Missions :

- ✓ Etablir le diagnostic externe de la Communauté rurale ;
- ✓ Animer les différentes séances de travail et de superviser leur secrétariat ;
- ✓ Présenter le diagnostic devant le comité de pilotage ;
- ✓ Rédiger le plan en relation avec le CTR ;
- ✓ Présenter le plan devant les instances d'appropriation, d'adoption et d'appropriation.

Phases d'élaboration

Phase du diagnostic participatif

Diagnostic spatial et socioéconomique de la collectivité locale (CL) (IR2P) ;
Diagnostic institutionnel de la CL ;
Restitution et validation du rapport diagnostic.

Phase de planification

Définition des orientations stratégiques (formulation de la vision, et des objectifs stratégiques) ;
Elaboration du plan d'actions (PA) (Évaluer les besoins par secteur, identifier les actions par secteur, identifier les cibles pour chaque intervention, estimer les ressources humaines, matérielles et financières et identifier les risques) ;
Programmation (priorisation et programmation des actions : PIL et PAI, identification des projets, élaboration du schéma de financement, élaboration du plan de formation et communication, élaboration du plan de suivi évaluation).

Phase de validation

Rédaction et restitution du document de plan ;
Adoption du plan par le conseil ;
Approbation par l'autorité de tutelle ;
Promotion du Plan.

Table des matières

Mot du Maire	i
I. CONTEXTE.....	i
II. OBJECTIFS	i
Objectif Général :	i
Objectifs spécifiques :.....	i
III. DEMARCHE METHODOLOGIQUE.....	i
IV. DISPOSITIF INSTITUTIONNEL	ii
SIGLES ET ABREVIATIONS	v
LISTE DES TABLEAUX	vii
LISTE DES CARTES	viii
PREMIERE PARTIE : PRESENTATION GENERALE DE LA COMMUNE	1
I- Historique	1
II- Caractéristiques démographiques	1
III- Situation géographique	1
IV- Caractéristiques physiques, hydrographiques et climatologiques	1
V- Organisation administrative.....	1
DEUXIEME PARTIE : BILAN DIAGNOSTIC	2
PROFIL ECONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTAL	2
I- SECTEURS PRODUCTIFS	2
Agriculture	2
Elevage.....	3
Eaux et forêts.....	4
Commerce	5
Artisanat	5
Industries et mines	6
Tourisme.....	6
II- SECTEURS D'APPUI A LA PRODUCTION	7
Energie.....	7
Tic et services financiers.....	8
Voiries.....	9
Transports et désenclavement.....	9
III. PROFIL SOCIAL	10
Education.....	10

Action sociale.....	13
Urbanisme et Habitat	15
Développement communautaire	15
Protection civile.....	16
Sport et jeunesse.....	16
Culture :	17
IV- LES NOUVELLES DIMENSIONS A FORT ENJEU DE DEVELOPPEMENT	17
V- PROFIL GOUVERNANCE	20
Le conseil Municipal	20
Participation citoyenne	24
Dispositif de Bonne Gouvernance	26
Le budget.....	26
TROISIEME PARTIE : PROJECTIONS DE DEVELOPPEMENT	29
I- ENJEUX DE DEVELOPPEMENT	29
II- Présentation détaillée des Programmes de développement de la Commune	30
Tableau 30 : Budget et nombre de projets par programme	38
I- Budget et nombre de projets par programme.....	38
II- Stratégie de Mise en œuvre	39
III- Suivi Evaluation	39

SIGLES ET ABREVIATIONS

A.G.R	Activités Génératrices de Revenus
A.N.P. E.J	Agence Nationale de l'Emploi des Jeunes
A.P.D.J	Association pour la Promotion et le Développement de la Jeunesse
A.P.E	Association des Parents d'élèves
A.R.D	Agence Régionale de Développement
A.S.C	Association Sportive et Culturelle
ASCOM	Assistant Communautaire
A.S.U.FOR	Association des Usagers du forage
A.R.D	Agence Régionale de Développement
C.A.D.L	Centre d'Appui au Développement Local
C.L.E.C	Caisse Locale d'Epargne et de Crédit
C.E.M	Collège d'Enseignement Moyen
C.E.P	Commission Elargie de Planification
C.E.R.P	Centre d'Expansion Rural Polyvalent
C.L	Collectivité Locale
C.M.S	Crédit Mutuel du Sénégal
C.R	Communauté Rurale
C.T.R	Comité Technique Régional
D.I.P.E	Développement Intégrée de la Petite Enfance
D.P.V	Direction de la Protection des Végétaux
D.S.R.P	Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté
G.P.F	Groupeement de Promotion Féminine
I.C.P	Infirmier Chef de Poste
LPGLDAT	Lettre de Politique Sectorielle pour la Gouvernance Locale, le Développement et l'Aménagement du Territoire
O.C.B	Organisation Communautaire de Base
O.D.C.A.V	Organisation pour le Développement des Activités de Vacance
N.J	ONG Ndeyi Jirim
O.D.D	Objectifs de Développement Durable
O.FOR	Office des Forages
O.M.D	Objectif du Millénaire pour le Développement
O.M.S	Organisation Mondiale de la Santé
O.N.G	Organisation Non Gouvernementale
P.A.A.E	Programme d'Amélioration de l'agriculture et de l'Elevage
P.A.P	Programme d'Appui à la Production
PNADT	Plan National d'Aménagement et de Développement du Territoire
PPBG	Programme pour la Gouvernance et le Marketing Territorial
PREAAL	Programme de Renforcement des Capacités des Elus et Acteurs Locaux
PSE	Plan Sénégal Emergent
PSEACCAV	Programme de Sauvegarde des Ecosystèmes, d'Adaptation aux Changements Climatiques et d'Amélioration du Cadre de vie

PROMATE	Programme de "Promotion du Marketing Territorial
PCEIS	Programme de Construction et d'Entretien des Infrastructures Sociales
P.D.C	Plan de Développement Communal
P.D.E.F	Programme Décennal de l'Education et de la Formation
P.E.P.A.M	Programme Eau-Potable et Assainissement du Millénaire
P.I.C	Plan d'Investissement Communal
P.L.D	Plan Local de Développement
P.N.D.L	Programme National de Développement Local
P.R.D.I	Plan Régional de Développement Intégré
S.F.D	Système Financier Décentralisé
S.N.E.E.G	Stratégie Nationale pour l'Equité et l'Egalité des Genres
SRADL	Service Régional d'Appui au Développement Local
SRP	Service Régional de la Planification
SRSD	Service Régionale de la Statistique et de la Démographie
S.T.D	Services Techniques Déconcentrés
T .I.C	Technologie de l'Information et de la Communication

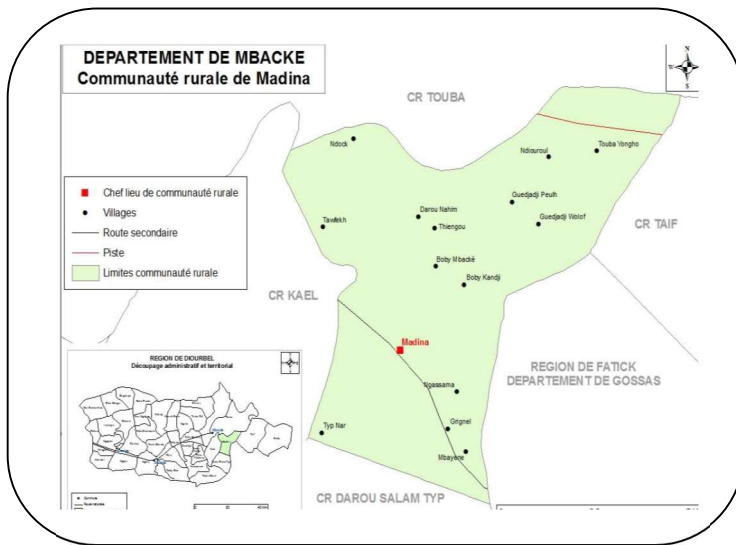
LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1. Synthèse du diagnostic du secteur de l'Agriculture.....	2
Tableau 2. Synthèse du diagnostic du secteur de l'élevage.....	3
Tableau 3. Synthèse du diagnostic du secteur des eaux et forêt	4
Tableau 4. Synthèse du diagnostic du secteur du commerce	5
Tableau 5. Synthèse du diagnostic du secteur de l'industrie et des mines	6
Tableau 6. Synthèse du diagnostic du secteur de l'énergie.....	7
Tableau 7. Synthèse du diagnostic du secteur des TIC et services financiers.....	8
Tableau 8. Synthèse du diagnostic du secteur de la voirie	9
Tableau 9. Synthèse du diagnostic du secteur de transports et de désenclavement	9
Tableau 10 : Synthèse du diagnostic du secteur de la santé	12
Tableau 11 Synthèse du diagnostic du secteur de l'action sociale	13
Tableau 12 Synthèse du diagnostic du secteur de développement communautaire	15
Tableau 13 : Synthèse du diagnostic du secteur de la protection civile	16
Tableau 14 : Migration	17
Tableau 15 : Genre	18
Tableau 16 : PETITE ENFANCE	19
Tableau 17 : Changement climatique.....	19
Tableau 18 : Structuration du Conseil Municipal	21
Tableau 19 : composition du conseil municipale de la commune de madina.....	22
Tableau 20 : Evolution, profil financier et structure du budget	27
Tableau 21. Mesure de Performance de La Commune.....	28
Tableau 22. PRG1 : Programme de Modernisation et d'Amélioration de l'Agriculture et de l'Elevage (PMAAE)	31
Tableau 23. PRG2 : Programme de Développement du Commerce et de l'Artisanat (PDCA)	32
Tableau 24. PROG 3 : programme d'extension du réseau électrique, de désenclavement et d'amélioration de la connectivité (PEDAC)	33
Tableau 25. PRG4 : Programme de Développement des Services Sociaux de Bases PDSSB.....	34
Tableau 26. PRG 5 : Programme d'autonomisation et d'épanouissement social (PAES)	35
Tableau 27. PROG 6 : Programme de promotion de la bonne gouvernance et de la citoyenneté participative (PPBGCP)	36
Tableau 28. PROG7 : Programme de Renforcement de capacités des capacités des acteurs	37
Tableau 29. PROG 8 : Programme de Promotion du Leadership de la Commune (PPLC)	38
Tableau 30 : Budget et nombre de projets par programme	38
Tableau 31 : suivi évaluation	40
Tableau 32 : PLAN D'INVESTISSEMENT LOCAL	41

LISTE DES CARTES

Carte 1 : Répartition des infrastructures scolaires de Madina.....	10
Carte 2 : Santé	12
Carte 3 : Hydraulique-Assainissement	14

PREMIERE PARTIE : PRESENTATION GENERALE DE LA COMMUNE



I- Historique

Instituée en 1972 au Sénégal, la politique de décentralisation dite de l'acte I a engendré la création de la Communauté Rurale de Madina. Cette réforme de 1972, qui constitue une référence, marque la construction d'une carte administrative qui allait servir de support à la politique décentralisatrice caractérisée par une structuration à base communautaire. La Communauté rurale a été l'innovation la plus importante. Madina est ainsi constituée par un certain nombre de villages appartenant au même terroir et est érigée en collectivité locale dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière. Depuis la mise en œuvre de la réforme dite de l'acte III de la Décentralisation, Madina est érigée en Commune de plein exercice.

II- Caractéristiques démographiques

- ✓ Suite au recensement de 2011 la population actuelle est de 8 524 ;
- ✓ En 2005 elle était de 5 827;
- ✓ Le Taux de croissance entre 1988 et 2002 est de 1,10%.

La population est en majorité wolof (près de 70%) suivi des peulhs avec 25% puis des Serere 5%.

III- Situation géographique

La Communauté Rurale de Madina est située dans l'arrondissement de Kael et dans le département de Mbacké. Elle est limitée :

- ✓ Au Nord par la Commune de Touba Mosquée;
- ✓ A l'Est par la Commune de Taïf et la région de Fatick;
- ✓ Au Sud par la Communes de de Darou Salam Typ;
- ✓ A l'Ouest par la commune de Kael.

IV- Caractéristiques physiques, hydrographiques et climatologiques

Les sols à forte prédominance sableuse sont constitués de trois types :

- ✓ les sols dior : ils sont sableux, perméables et aptes à la culture de l'arachide, du niébé et du manioc ; on les rencontre dans toute la communauté rurale ;
- ✓ les sols deck-dior : sablo-argileux et peu perméables ; ils sont plus aptes aux cultures céréalières ;
- ✓ les sols deck : ils sont quasi incultivables et occupent une grande majorité des terres inondables.

Madina est située entre les isohyètes 400 et 600 mm et a un climat de type sahélo soudanien marqué par deux saisons fortement contrastées : une courte saison des pluies de juin à octobre et une saison sèche (9 mois).

V- Organisation administrative

La Commune de Madina est composée de 15 villages officiels (Madina, Typ Nar, Mbayene, Grignel, Ngassama, Boby Kandji, Boby Mbacké, Thiengou, Darou Nahim, Bousrah, Ndiouroul, Gadiedji Peuhl, Gadiedji Wolof, Ndock, Darou Wahab) et 6 hameaux (Darou Rahmane, Toune, Layenne, Rassa Wolof, Rassa Peuhl et Kadouyel):

Elle a été scindée en 4 zones:

Zone 1 : Village centre Madina – Nombre de villages : 3 et 6 hameaux

Zone 2 : Village centre Boby Mbacké - Nombre de villages : 7

Zone 3 : Village centre Grignel – Nombre de villages : 4

Zone 4 : Village centre Ndock – Nombre de villages : 3

DEUXIEME PARTIE : BILAN DIAGNOSTIC

PROFIL ECONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTAL

I- SECTEURS PRODUCTIFS

Agriculture

Tableau 1. Synthèse du diagnostic du secteur de l'Agriculture

ATOUTS	GAPS	ACTIONS PRECONISEES
1- Disponibilité des terres ;	✓ Retard dans la distribution des engrais ;	✓ Amener les semences et le matériel agricole dans la commune ;
2- Disponibilité des semences ;	✓ Insuffisance de matériel agricole ;	✓ Renouveler le matériel agricole ;
3- Présence d'Organisations de Producteurs ;	✓ Manque de moyens financiers ; ✓ Exode rural ;	✓ Faciliter l'accès des semences et des intrants à temps ;
4- Existence de maraichage à Ndock ;	✓ Baisse de la pluviométrie ; ✓ Manque de moyen pour lutter contre les insectes et prédateurs ;	✓ Doter aux paysans du matériel agricole ; ✓ Développer le maraichage dans d'autre village ;
5- Maraichage dans la zone de Ndock.	✓ Inégale répartition des semences ; ✓ Manque d'organisation et de suivi dans la distribution de semences.	✓ Doter aux femmes des semences et des intrants.

Source : diagnostic participatif, PDC Madina 2017

L'économie de la commune de Madina repose essentiellement sur l'agriculture pluviale. Les principales spéculations sont l'arachide, le mil, le maïs et le niébé.

Au regard de ce tableau, nous pouvons dire que la commune de Madina dispose suffisamment de terres arables. En effet, 39 127 ha de céréale et 35 035 ha d'arachide sont emblavés dans le département de Mbacké (campagne agricole 2015-2016). En plus, le maraichage est pratiqué dans le village de Ndock. Cependant, les producteurs sont souvent confrontés à un problème de semences certifiées, de retard dans la distribution des intrants. De la même manière on assiste de plus en plus à une irrégularité de la pluviométrie ce qui entraine une baisse de la production agricole. A cela, s'ajoute le manque de moyen matériels financiers des paysans mais aussi un manque d'organisation et de suivi dans la distribution de semences. Ainsi, le phénomène de l'exode rural s'impose à cette commune.

Pour faire face à ces problèmes, les producteurs exigent de la transparence dans la distribution de semences et de matériels agricole. Ils demandent également de doter aux paysans du matériel agricole mais surtout de subventionner les intrants et les semences certifiées. De la même manière développer le maraichage dans les autres villages.

Elevage

Tableau 2. Synthèse du diagnostic du secteur de l'élevage

ATOUS		GAPS		ACTIONS PRECONISEES	
1- Zone propice à l'élevage ;	✓	Réurrence du vol de bétail ;	✓	Mettre en place un comité de veille et de sécurité ;	
2- Diversité du cheptel ;	✓	Cherté de l'aliment du bétail ;	✓	Mettre à la disposition du comité des moyens de déplacement ;	
3- Existence d'un service de l'élevage et de vétérinaires ;	✓	Absence de traitement des animaux ;	✓	Sensibiliser les éleveurs à la vigilance ;	
4- Existence de deux parcs de vaccination (Kadouyel, Thiengou).	✓	Faible présence des vétérinaires	✓	Faciliter l'accès à l'aliment de bétail ;	
	✓	Non-respect des parcours du bétail ;	✓	Redynamiser les comités villageois de veille contre les feux de brousse ;	
	✓	Difficultés d'accès au financement.	✓	Transférer et réfectionner le Parc de vaccination de Kadouyel.	

Source : diagnostic participatif, PDC, Madina 2017

L'analyse de ce tableau montre que la commune de Madina est une zone propice à l'élevage avec la diversité du cheptel (bovins, ovins, caprins, chevaux, ânes, volaille ...). Par ailleurs, elle dispose suffisamment de zones de parcours du bétail qui n'est pas souvent respecté par les éleveurs. Ce qui entraine des conflits entre éleveurs et paysans. On note la présence d'un service de l'élevage et de vétérinaire dans l'arrondissement de Kael mais ces derniers interviennent rarement dans la commune faute de moyen et deux parcs de vaccinations. Les éleveurs soulignent que le traitement du cheptel se fait irrégulièrement. Par conséquent, on assiste à une perte du bétail à cause d'un certain nombre de pathologies notamment la peste des petits ruminants et la fièvre aphteuse. A ces problèmes, il faut ajouter le coût relativement élevé du traitement et la difficulté d'accès aux vaccins et médicaments. De même, le vol de bétail et l'accès au financement constitue un véritable obstacle pour le développement de l'élevage.

Afin d'améliorer le secteur de l'élevage dans la commune de Madina, les éleveurs préconisent de mettre en place un comité de veille et de sécurité, faire des campagnes de sensibilisation sur les feux de brousse et la déforestation. Dans ce même ordre d'idées renforcer le dispositif d'approvisionnement en aliments de bétail, intensifier les campagnes de vaccination.

Eaux et forêts

Tableau 3. Synthèse du diagnostic du secteur des eaux et forêt

ATOUTS	GAPS	ACTIONS PREONISEES
1- Reserve communautaire (2) ;	✓ Manque de formation et de sensibilisation de la population sur les questions de la déforestation ;	✓ Mettre en place de comités de veille et de défense des forêts ;
2- Présence de services des eaux et forêts.	✓ Faible présence des eaux et forêts ;	✓ Déléguer le pouvoir des eaux et forêts à des personnes ressources de la commune ;
	✓ Difficulté d'accès aux énergies propres ou renouvelables (gaz, solaire...).	✓ Sensibiliser les populations sur les feux de brousses et la préservation de l'environnement ;
		✓ Restaurer des domaines communautaires ;
		✓ Mettre à la disposition des populations des moyens de suivi.

Source : diagnostique participatif, PDC, Madina 2017

La protection de l'environnement requiert une volonté politique, une implication forte des entreprises, des pouvoirs publics, de tous les citoyens, une évolution des mentalités et de changements de comportement de tous. Ainsi, la commune de Madina dispose de deux importantes réserves communautaires à Toune et Gadiedji Wolof. Ces réserves contribuent largement à la protection de l'environnement. Mais pour pérenniser ces actions la commune doit organiser des campagnes de sensibilisation et des séances de formation.

L'intervention des agents des eaux et forêts est faible du fait de l'effectif très réduit du personnel et un manque de moyen de déplacement. C'est en ce sens que les populations doivent être sensibilisé sur le code forestier du Sénégal tel que :

- ✓ le Plan d'Action Forestier du Sénégal (PAFS) ;
- ✓ la mise en œuvre des principes et mesures énoncés dans l'agenda 21 ;
- ✓ le transfert des compétences de gestion des ressources naturelles et de l'environnement aux collectivités locales depuis 1996.

Commerce

Tableau 4. Synthèse du diagnostic du secteur du commerce

ATOUS		GAPS		ACTIONS PRECONISEES
1- Présence de marché permanent ;	✓	Absence de moyen de transport ;	✓	Mettre en place un comité de sécurité ;
2- Présence de marché hebdomadaire ;	✓	Enclavement de la zone ;	✓	Faciliter l'accès aux crédits ;
3- Présence de petites boutiques.	✓	Absence de magasin de stockage et de grossiste (SONADIS);	✓	Former les commerçants sur les conditions d'accès aux crédits ;
	✓	Insécurité des commerçants ;	✓	Construire des routes praticables.
	✓	Manque d'organisation et de formation des commerçants.		

Source : diagnostic participatif, PDC, Madina 2017

La commune de Madina présente des atouts dans le secteur du commerce. En effet, elle dispose d'un marché permanent à Madina qui fonctionne du lundi au dimanche et de petites boutiques. En plus, un marché hebdomadaire a été organisé par le maire en 2016 dans le village de Madina mais n'est toujours pas opérationnel. En effet, la commune ne dispose pas suffisamment de routes ou de pistes latéritiques pour faciliter la circulation des biens et des personnes. Pour l'ensemble des villages, on ne retrouve pas de grossiste. Par conséquent, la population s'approvisionne pour la plus part à Touba ou à Mbacké.

Pour rendre le secteur du commerce beaucoup plus productif, il faut régler le problème de l'insécurité, faciliter l'accès aux crédits mais surtout construire des routes praticables.

Artisanat

Le secteur de l'artisanat joue un rôle essentiel dans le tissu économique d'une localité. En dehors des grands Gamou dans les villages de Ngassama, de Bousrah, de Thiengou, de Ndock, de Darou Nahim, de Grignel et de Mbayenne le secteur de l'artisanat est quasi inexistant.

En effet, l'essentiel des artisans exercent à Touba ou dans les grandes villes. Cela peut s'expliquer par l'exode rural et le faible niveau de vie de la population.

Industries et mines

Tableau 5. Synthèse du diagnostic du secteur de l'industrie et des mines

ATOUTS		GAPS	ACTIONS PRECONISEES
1- Présence d'une carrière de sable (1)	✓	Absence de permis d'exploitation ;	✓ Mettre en place un dispositif de suivi et d'organisation de l'exploitation de la carrière ;
2- Présence d'une carrière latéritique (3)	✓	Manque de moyen de transport ;	✓ Assurer la collecte des recettes des carrières ;
	✓	Manque d'organisation dans l'exploitation de la carrière latéritique ;	✓ Mettre en place un comité de surveillance sur les normes environnementales.
	✓	Non respect des normes environnementales.	

Source : diagnostic participatif, PDC, Madina 2017

Le secteur de l'industrie et des mines constituent un atout majeur pour la commune de Madina. En effet, elle dispose d'une carrière de sable à Madina et trois carrières latéritiques à Kadouyel et Ndiouroul. Il faut souligner que l'exploitation de ces carrières est mal gérée. En d'autre terme, les exploitants ne disposent pas de permis d'exploitation. En suite, les normes environnementales (Signalisations, trousse de secours, brancards, douches sécurité, lave yeux, absorbants...) sont souvent violées par les exploitants. Pour mieux exploiter les carrières, la mairie doit réorganiser le système d'exploitation tout en respectant les procédures administratives, techniques, financières et environnementales.

Tourisme

En dehors du tourisme religieux, ce secteur est quasi inexistant dans la commune de Madina.

II- SECTEURS D'APPUI A LA PRODUCTION

Energie

Tableau 6. Synthèse du diagnostic du secteur de l'énergie

ATOUTS	GAPS	ACTIONS PRECONISEES
1. Existence d'électricité	✓ Insuffisant du réseau d'électricité ;	✓ Extension du réseau électrique au niveau des axes : Typ Nar ; Darou Wahab ; Darou Nahim, Bobby Kandji ; Bobby Mbacké; Toune, Kadouyél ; Leyène, Ndiourour, Thiengou ;
2. Forte éclairage au niveau de la commune,	✓ Lenteur des visites technique de la SENELEC ; ✓ Baisse de tension de courant ;	✓ Installer des panneaux solaires aux niveaux des infrastructures publiques et de tous les villages officiels;
3. Existante d'une potentialité de techniciens	✓ Absence de panneau de solaire ; ✓ Absence de poste.	✓ Renforcer la capacité d'électricité pour mettre fin aux coupures ; ✓ Ouverture des magasins de dépôts de Gaz et Charbon et promouvoir la bio gaz dans toute la commune.

Source : diagnostic participatif, PDC, Madina 2017

De nos jours, l'énergie est devenue indispensables pour la vie. L'accès limité à des services énergétiques fiables entrave le développement de nombreuses localités.

Selon les résultats de l'IR2P, neuf villages de la commune sont électrifiés avec des lampadaires. Il s'agit entre autre du village de Madina représentant 58%, de Ndock avec 24%, de Bousrah avec 10%, de Bobby Mbacké, de Bobby Kandji, de Ngassama, de Grignel, de Type Nar et de Mbayenne 3% respectivement. La commune compte au total soixante dix neuf Lampadaire dont 63% fonctionnel et 37% non fonctionnel.

En plus du réseau électrique, on note la présence de l'énergie solaire (Madina, Bousrah, Ndock, Darou Rahmane). Soulignons que le réseau électrique est très limité dans la commune. Ainsi, les politiques énergétiques doivent être revalorisés dans les collectivités locales afin d'améliorer les conditions de vie des populations. De la même manière mettre en place des paras tonnerre dans les mosquées et forages.

Tic et services financiers

Tableau 7. Synthèse du diagnostic du secteur des TIC et services financiers

ATOUPS	GAPS	ACTIONS PRECONISEES
Existence d'une antenne téléphonique : Orange, Existence du 3G	✓ Faible réseau téléphonique dans la zone ; Inexistence de réseau : WARI, JONI-JONI ; ✓ Problème de connexion ce qui influe l'existence de WARI ; ✓ Absence d'Internet, Absence de médias, Absence de Banques, faiblesse à l'accès des crédits.	✓ Installation des antennes pour le réseau ; ✓ Mettre en place les nouvelles TIC ; ✓ Installer une radio communautaire ; ✓ Présence des partenariats privée, nécessité d'ouverture d'une agence.

Source : diagnostic participatif, PDC, Madina 2017

Les TIC constituent l'ensemble des techniques et des équipements informatiques permettant de communiquer à distance par voie électronique. Autrement dit, les télécommunications permettent les échanges très rapides des flux immatériels tel que les informations et les capitaux. Ces flux assurent le fonctionnement d'une économie caractérisée par une mobilité des unités de production. Ainsi, la commune de Madina dispose d'un potentiel réseau téléphonique. En effet, on note la présence de l'ensemble des opérateurs Orange, Expresso et Tigo avec une faible couverture de réseau. Les antennes mobiles sont présentes dans la commune de Madina. Le village de Madina a deux antennes fonctionnelles en permanence de même que celui de Bousrah et de Grignel. Les villages de Ngassama, de Typ Nar, de Mbayenne et de Grignel ont des antennes en fonctionnalité discontinue. Cela signifie que 50% de la couverture du réseau de la commune de Madina est à améliorer. En ce qui concerne les services financiers (tigo cash, poste one, western, wari, joni joni, etc) on peut dire que ces derniers sont quasiment inexistant dans la commune de Madina. Ceci peut s'expliquer du fait de la faible couverture du réseau et de l'enclavement des villages. La plupart des populations font leur transaction dans la ville Mbacké et Touba.

Pour améliorer le secteur des TIC et les services financiers, on doit désenclaver la commune, améliorer la couverture du réseau de l'ensemble des opérateurs mobiles et mettre en place une radio communautaire.

Voiries

Tableau 8. Synthèse du diagnostic du secteur de la voirie

ATOUPS	GAPS	ACTIONS PRECONISEES
Existence d'une piste latéritique Darou Rahmane-Madina (5km).	✓ Absence de route praticable ; ✓ Insuffisance piste latéritique ; ✓ Absence de routes bitumées.	✓ Construire de pistes latéritiques pour faciliter la mobilité ; ✓ Bitumer la piste latérique Darou Rahmane- Madina (5km).

Source : diagnostic participatif, PDC, Madina 2017

Au regard de ce tableau, il apparait clairement que la commune de Madina dispose d'une piste latéritique de Darou Rahmane à Madina. Cette piste latéritique de cinq kilomètre est en état de délabrement avancé. Par conséquent, pour désenclaver la commune des pistes latéritiques et des routes bitumées doivent être construites.

Transports et désenclavement

Tableau 9. Synthèse du diagnostic du secteur de transports et de désenclavement

ATOUPS	GAPS	ACTIONS PRECONISEES
Existence d'horaire à Madina ;	✓ Moyen de déplacement difficile ;	✓ Créer et aménager des pistes de production ;
Existence de charrettes, Existence d'une piste latéritiques (Madina Bobaly.... RANG DE DOLY).	✓ Absence de piste latéritique ; ✓ Absence de panneaux de signalisation ; ✓ Absence d'une gare routière ; ✓ Aucun plan de désenclavement entre la commune et les villages producteurs.	✓ Créer des panneaux de signalisation ; ✓ Construire une gare routière à Madina ; ✓ Promouvoir le transport entre la commune et les autres villages.

Source : diagnostic participatif, PDC, Madina 2017

A l'instar des autres secteurs, le transport peut contribuer considérablement à l'économie de la commune et faciliter la circulation des personnes et des biens. Mais malheureusement, la commune souffre d'un problème de mobilité interne et externe, du fait de l'enclavement de la zone.

La majeure partie des villages sont enclavés. Malgré la présence d'une piste latéritique et d'un car qui part selon des horaires fixes, le secteur du transport constitue un véritable frein pour le développement de la commune.

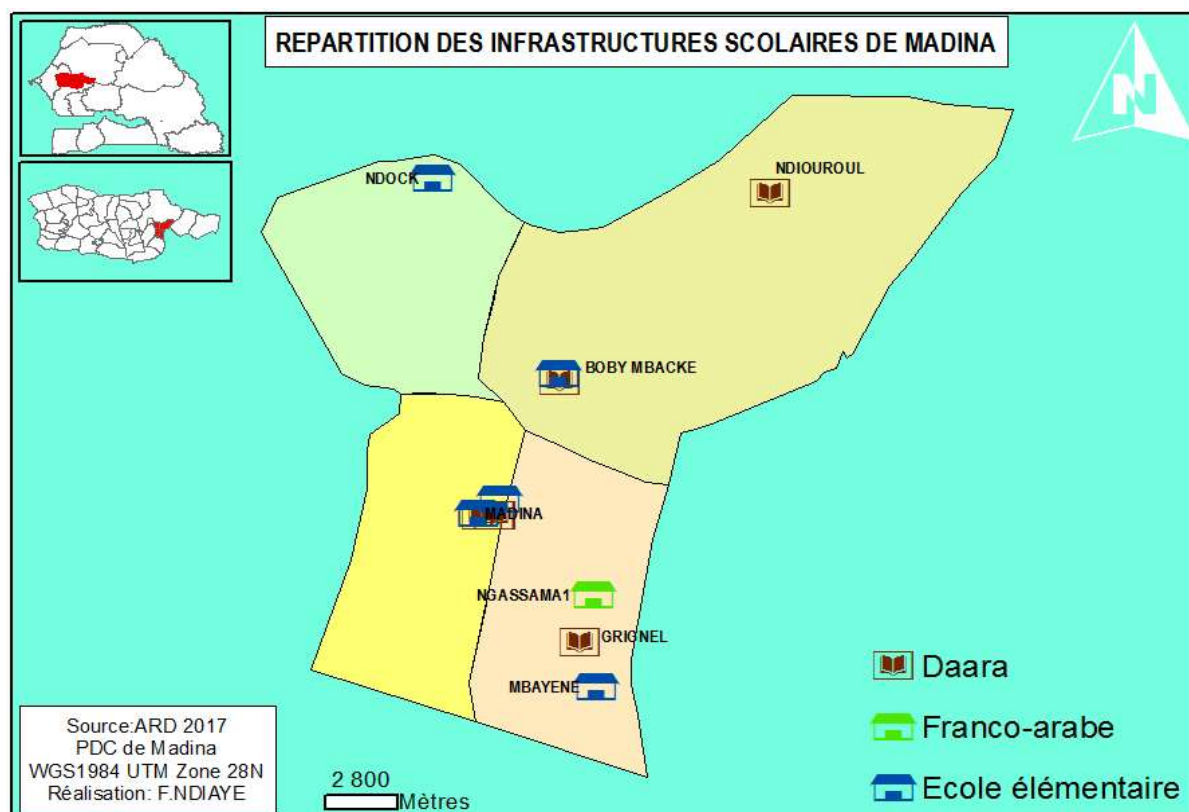
Le désenclavement de la commune (construction d'une gare routière, bitumage de la piste latéritique) pourrait renforcer l'accès aux zones de production et aux circuits d'écoulement des produits agricoles, permettrait aussi d'optimiser l'usage des différentes infrastructures socioéconomiques disponibles ou envisagées sur l'ensemble du territoire. Il faut également, promouvoir le transport entre Madina et les autres villages.

III. PROFIL SOCIAL

Education

Dans le cadre des objectifs du développement durable ODD4, l'éducation occupe une place centrale. En effet, obtenir une éducation de qualité est le fondement pour améliorer la vie des gens et le développement durable. Compte tenu de cet objectif, la commune de Madina est très loin de l'atteindre.

Carte 1 : Répartition des infrastructures scolaires de Madina



Au regard de ce tableau, la commune de Madina dispose des infrastructures scolaires et des Daaras répartis dans les quinze villages de la commune.

Préscolaire :

La commune de Madina dispose d'un préscolaire non équipé. Par conséquent, les autorités demandent d'équiper le préscolaire.

Elémentaire

La commune de Madina enregistre six écoles élémentaires formelles (Boby Kandji, Boby Mbacké, Madina, Mbayenne, Ndock, Ngassama I avec une EFA) soit 44% de l'ensemble des types d'école présente dans la zone. A cela, s'ajoute neuf écoles non formelles qui représentent 56% de l'ensemble des écoles. Il s'agit entre autre du daara de Serigne Abdou Lahat Mbacké à Boby Mbacké, du daara de Bousrah, du daara de Boukhatoul Moubarack à Darou Wakhab, du daara Tamsir Baba Gueye à Grignel, du daara de Fallen à Mdina, du daara de Serigne Moustapha Madina à Madina, du daara de Mawahibou Heudy de Madina, du daara de Ndiouroul, du daara de Coranique de Typ Nar. Notons que l'essentiel des daaras se trouve dans le village de Madina. La population scolarisable est de 576 dont 404 filles et 172 hommes. La commune enregistre 25 salles de classes 290 tables banc. Le ratio enseignants/ élève est estimé à 19. Ce qui constitue une perte pour l'état.

Soulignons que les véritables obstacles de l'école de la commune sont :

- ✓ manque de blocs sanitaires ;
- ✓ existence d'un abri provisoire à Gassama ;
- ✓ écoles non clôturées (Boby et Mbayenne) ;
- ✓ faiblesse du taux brut de scolarisation ;
- ✓ manque de moyens financiers des daaras ;
- ✓ écoles non raccordées à l'électricité (Gassama, Mbayenne, Boby) ;
- ✓ faible motivation des parents pour l'enseignement du français aux enfants.

Pour faire face à ces obstacles, il faut sensibiliser les parents d'élèves sur l'importance d'amener les enfants à l'école, sur la création et la redynamisation des APE. Ensuite construire le mur et équiper l'école de Ngassama et Bobou Kandji à Kadiyel des blocs sanitaires et un CEM de proximité à Madina. Et enfin équiper les neuf daaras.

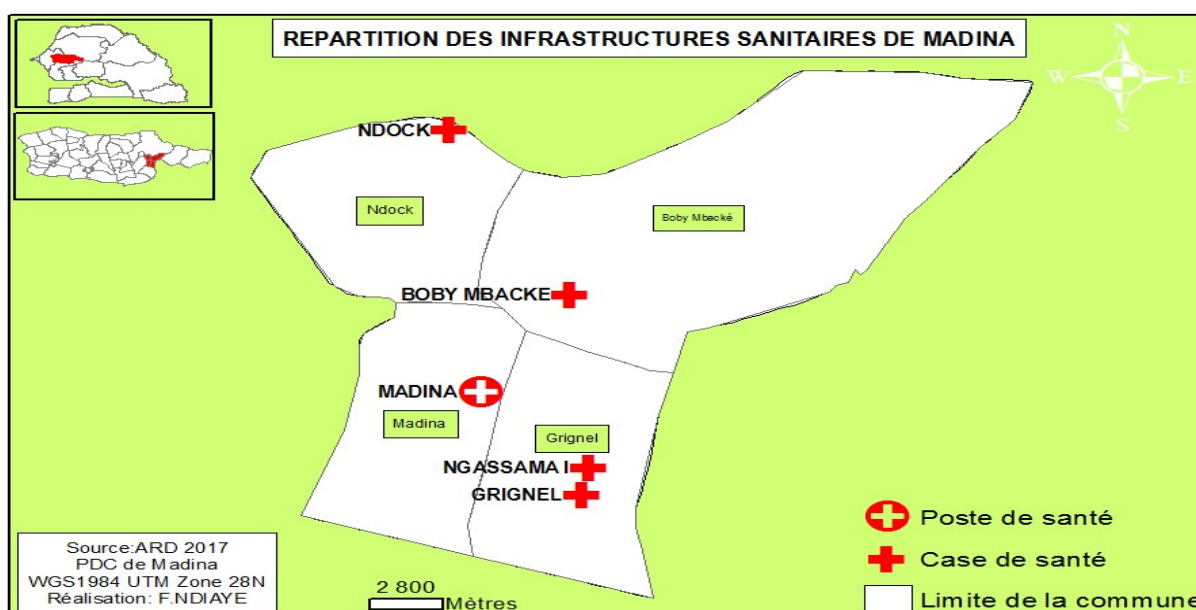
Moyen Secondaire

Dans toute la commune de Madina, on note qu'un seul collège d'enseignement moyen. Ce dernier se trouve dans le village de Madina. Le CEM ne dispose pas de mur de clôture et n'est toujours pas fonctionnel.

L'enclavement de la zone constitue un frein pour l'enseignement moyen. Cependant, il faut rendre fonctionnel le CEM, réhabiliter le logement des enseignants.

La commune regorge de potentialité en jeune ne disposant pas de formation professionnel d'où l'importance de construire un centre de formation d'alphabétisation.

Carte 2 : Santé



L'analyse de ce tableau montre que la commune de Madina bénéficie d'infrastructures sanitaires dont trois cases de santé et un poste de santé fonctionnel.

Tableau 10 : Synthèse du diagnostic du secteur de la santé

ATOUTS	GAPS	ACTIONS PRECONISEES
1- Existence de postes de santé (01), de case de santé (4), de maternité (01), de logement pour l'ICP, de comité de santé ;	✓ Case de santé de Bobby est non fonctionnelle ;	✓ Réhabiliter le poste de santé de Madina ;
2- Accessibilité de la zone couverture de la santé ;	✓ Poste de Santé de vétuste ;	✓ Doter le Poste de santé de matériels pour rehausser le plateau technique ;
3- Existence d'un dépôt pharmaceutique ;	✓ Insuffisance matériel et équipement ;	✓ Construire une maternité moderne à Madina ;
4- Existence d'un personnel qualifié (01 ICP et une 01 SF) ;	✓ Absence mobilier et d'équipement pour la SF.	✓ Approvisionner régulièrement les postes de santé en

5- Existence d'un personnel communautaire (03 matrones, 04 ASC et 04 ASC/ Matrones et 44 relais communautaire / Bajenu gox ;	médicaments ; ✓ Mettre une ambulance médicalisée à Madina.
6- Existence d'une ambulance médicalisée;	
7- Existence d'une mutuelle de santé fonctionnelle et subvention annuelle de 300.000 par la mairie.	

Source : diagnostique participatif, PDC, Madina 2017

La commune de Madina dispose d'un poste de santé, quatre cases de santé (Boby Mbacké, Ndock, Gassama et Grignel). On note également, la présence d'un comité de gestion, d'un dépôt pharmaceutique, d'un personnel qualifié et d'une mutuelle de santé.

Ces structures polarisent l'ensemble des villages de la commune avec une population estimée à environ 8 524 habitants dont 4 693 hommes et 3 831 femmes (PLD madina 2012-2017). Malgré la présence des structures sanitaires, la commune peine à assurer à 100% la couverture sanitaire. En plus, l'insuffisance et la vétusté du plateau médical constitue un obstacle pour le bon déroulement des services sanitaires. Ainsi, pour atteindre les objectifs de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) il faut :

- ✓ réhabiliter le poste de santé de Madina ;
- ✓ construire une maternité moderne à Madina ;
- ✓ approvisionner régulièrement les postes de santé en médicaments ;
- ✓ doter le Poste de santé de matériels pour rehausser le plateau technique.

Action sociale

Tableau 11 Synthèse du diagnostic du secteur de l'action sociale

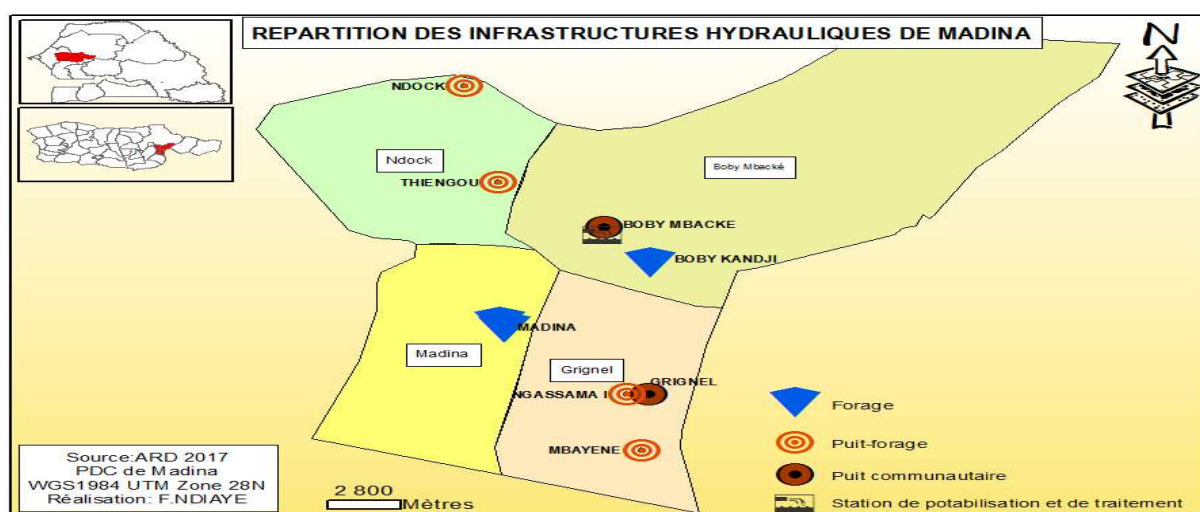
ATOUTS	GAPS	ACTIONS PRECONISEES
149 ménages bénéficiaires de BSF ;	Absence d'une allocation budgétaire pour les secours.	Allouer des fonds aux personnes vulnérables.
13 ménages bénéficiaires de BSF inscrits à la CMU.		

Source : diagnostique participatif, PDC, Madina 2017

La protection sociale est inscrite comme second axe stratégique « capital humain, protection sociale et développement durable » dans le Plan Sénégal Emergent (PSE-2035). C'est dans ce contexte que 149 ménages bénéficient de bourses familiales dont 13 inscrits à la couverture maladie universelle.

Les objectifs de cette bourse sont de favoriser l'inscription et le maintien des enfants à l'école et l'enregistrement à l'état civil, inciter les ménages bénéficiaires à la tenue régulière du carnet de vaccination des enfants âgés de 0-5 ans. L'absence d'allocation budgétaire pour les secours limite les actions sociales.

Carte 3 : Hydraulique-Assainissement



La commune de Madina dispose de deux forages fonctionnels soit 34% du secteur hydraulique. Les pompes motorisées sont utilisées pour alimenter les foyers en eau. L'essentiel des villages de la commune utilise l'eau de forage. Les villages qui n'ont ni forages, ni adduction d'eau en provenance de ces forages ont des puits c'est le cas des villages de Bobby Mbacké, Grignel et Typ Nar ce qui représente 25% du secteur. Par contre d'autres villages utilisent l'eau des puits et des forages. Ce groupe représente 33%. On note également une station de potabilisation et de traitement représentant 8%. Malgré ce potentiel, les populations n'ont toujours pas d'eau potable en abondance. C'est dans cette optique qu'on doit améliorer la qualité de l'eau, réfectionner et sécuriser les puits, diversifier les politiques d'addiction d'eau ...

La commune de Madina est confrontée à un véritable problème d'assainissement. En effet, elle ne dispose pas d'infrastructure pour contenir les ordures ménagères. En plus, la plupart des villages ne dispose pas de latrine adéquate.

Par contre la localité dispose d'un vaste foncier permettant aux populations de déverser leurs ordures car étant en milieu rural où les cultivateurs ont besoin des ordures et des déchets d'animaux pour fertiliser leurs champs. La gestion des déchets domestiques constitue un obstacle pour la commune car le système de collecte et de traitement des ordures ménagères est inefficace.

Urbanisme et Habitat

L'essentiel de la population de la commune de Madina, vit dans des habitats précaires, irréguliers et insalubres. La viabilisation est quasi inexistante dans beaucoup de village. Notons qu'un plan directeur d'urbanisme pourrait entraîner un développement harmonieux de la commune. Ensuite éviter une occupation anarchique de l'espace et une répartition irrationnelle et inéquitable, des infrastructures et équipements collectifs. La prolifération des dépôts sauvages d'ordures constitue un danger sur la santé publique et sur la paix sociale.

L'habitat de la commune de Madina est composé de plus 75% de construction en banco ou en paille et les 25% sont des habitats modernes et semi moderne.

Pour faire face à ces problèmes, il faut :

- ✓ créer des espaces verts à Madina ;
- ✓ réglementer les dépôts d'ordures ;
- ✓ mettre en place un plan directeur d'urbanisme ;
- ✓ respecter les clauses d'attribution de parcelles ;
- ✓ organiser un système de ramassage des ordures.

Développement communautaire

Tableau 12 Synthèse du diagnostic du secteur de développement communautaire

ATOUTS	GAPS	ACTIONS PRECONISEES
Existence de plusieurs organisations de femmes ;	Absence d'un foyer de la femme ;	Construction et équipement d'un foyer de la femme à Madina ;
Existence de quelque équipement d'allègement des travaux de la femme (PUDC – MFFE).	Certains gros villages non encore dotés de moulin à mil.	Dotation d'équipement à Gasama, Boussoura et Ndiouroul.

Source : diagnostique participatif, PDC, Madina 2017

On note la présence de plusieurs organisations féminines dans la commune. A cela s'ajoute quelques équipements dans le but d'alléger les travaux de la femme (PUDC – MFFE). Cependant, la commune ne dispose pas de foyer de la femme. De la même manière, certains villages ne sont pas encore dotés de moulin à mil.

Ainsi, la commune doit construire un foyer de la femme à Madina et doter des équipements (moulin à mil) à Gasama, Boushra et Ndiouroul, mettre en place des organisations communautaires de base (O.C.B), mettre en place des activités génératrices de revenus et des décortiqueuses, des batteuses...

Protection civile

Tableau 13 : Synthèse du diagnostic du secteur de la protection civile

ATOUTS	GAPS	ACTIONS PRECONISEES
Existence d'une brigade de gendarmerie au chef lieu d'arrondissement.	Vol de bétail Absence d'ASP formés	Création de sou brigade de gendarmerie Formation d'ASP

Source : diagnostique participatif, PDC, Madina 2017

Comme son nom l'indique, la protection civile désigne tous les mécanismes de prévoyance collective, permettant aux individus de faire face aux conséquences financières des "risques sociaux". Il s'agit de situations susceptibles de compromettre la sécurité économique de l'individu ou de sa famille, en provoquant une baisse de ses ressources ou une hausse de ses dépenses : vieillesse, maladie, invalidité, chômage, maternité, charges de famille, etc. Aucun mécanisme de prévoyance n'est mis en place par la commune de Madina. On note la présence d'une brigade de gendarmerie au chef lieu d'arrondissement. Ainsi, la commune doit mettre en place des comités de veille et surveillance et surtout déployer des ASP à Madina.

Sport et jeunesse

Un certain nombre d'associations sportives et culturelles (ASC) est dénombré dans la commune. Ces dernières sont souvent subventionnées par le Maire. Il faut noter, que le sport le plus pratiqué dans la commune est le football. Cette discipline est pratiquée par la majorité des jeunes qui s'adonnent à la pratique du sport pendant les activités de vacance dites « navétanes » qui constituent des moments de loisir et d'épanouissements. Par ailleurs, la principale contrainte rencontrée dans la pratique du sport est l'absence d'infrastructures et d'équipements sportifs. En effet, la commune ne dispose pas de terrain adapté pour le football.

Plus de 55% de la population de Madina ont moins de 20 ans. Donc nous avons une population très jeune. D'où l'importance de mener des politiques éducatives, sportives et culturelles pour maintenir la jeunesse dans cette localité.

En effet, le sport est un maillon très important pour le développement et l'épanouissement de la jeunesse. Une politique sportive bien réfléchi avec l'implication inclusive des jeunes pourrait être un levier pour le développement du sport. Ainsi, la mairie doit construire un stade moderne et des terrains.

Culture :

La diversité culturelle constitue un véritable atout pour le développement de la commune. En effet, on retrouve des Mourides avec 95%, des Tidjanes avec 4% et des Khadres avec 1% (PLD Madina 2012-2017). La culture du « mouridisme » est un véritable levier de développement. En effet, l'esprit du mouridisme est fondé sur le travail, le savoir faire, le savoir être.

IV- LES NOUVELLES DIMENSIONS A FORT ENJEU DE DEVELOPPEMENT

Tableau 14 : Migration

ATOUTS	GAPS	ACTIONS PRECONISEES
1- Soutien familial ;	✓ Exode rural ;	✓ Créer des pôles d'attraction pour la création d'emploi ;
2- Présence d'une communauté d'émigrés ;	✓ Emigration clandestine ;	
	✓ Insuffisance d'infrastructures communautaires ;	✓ Sensibiliser les populations nantis à investir dans des créneaux porteurs ;
3- Existence de sourgas (originaires d'autres localités).	✓ Absence de cadre associatif des émigrés ;	
	✓ Emigration des populations vers la ville sainte de Touba ;	✓ Collaborer avec les émigrés pour des pistes de coopération décentralisée.
	✓ Faible implication des émigrés dans le développement de la Commune.	

Source : diagnostic participatif, PDC Madina 2017

La migration est un phénomène universel que l'on retrouve partout et en tout temps avec une intensité variable. Rares sont les populations et les territoires qui n'ont pas été le théâtre de flux migratoires. Elle constitue actuellement une des problématiques majeures de l'économie mondiale.

Au regard de ce tableau, il apparait clairement que la migration a des atouts majeurs dans la commune de Madina. En effet, elle revêt divers aspects économiques, politiques, culturels et sociaux.

Il a certes des conséquences économiques mais aussi des implications sociales et culturelles durables tant sur les pays d'accueil que sur les pays d'origine – tensions et coûts sociaux. En plus, elle contribue largement à améliorer le pouvoir d'achat des populations de la commune car les flux de transfert monétaires permettent aux migrants d'entretenir leur famille et de consolider leur réseau de liens sociaux. A coté des atouts, la migration présente des inconvénients tels que l'exode rural, l'émigration clandestine etc. Pour redresser le secteur de la migration de la commune de Madina, un certain nombre de proposition ont été faite :

- ✓ créer des pôles d'attraction pour la création d'emploi ;
- ✓ sensibiliser les populations nantis à investir dans des créneaux porteurs ;
- ✓ collaborer avec les émigrés pour des pistes de coopération décentralisée.

Tableau 15 : Genre

ATOATOUTS		GAPS		ACTIONS PRECONISEES
1- Prévision en dotations en matériels d'allègement des travaux des femmes (PUDC),	✓	Absence de cadre de lutte contre les violences faites contre les femmes ;	✓	Mettre à disposition (diligence) la carte d'égalité des chances ;
	✓	Absence d'un cadre fédérateur des handicapés ;	✓	Discrimination positive des handicapés et des femmes chefs de ménages dans l'octroi des bourses de sécurité familiale ;
	✓	Absence de case foyer fonctionnel ;		
	✓	Bureau Municipal non paritaire (2adjoints) ;		
2- Conseil municipal paritaire.	✓	Faible prise en compte de l'accès des personnes à mobilité réduite dans les infrastructures communautaires ;	✓	Prévoir dans les constructions, l'accès des personnes à mobilité réduite.
	✓	Non prise en compte de l'aspect genre dans l'accès aux commodités (toilettes) ;		
	✓	Recul de la scolarisation des filles (ménage, pauvreté des parents, absence de CEM).		

Source : diagnostic participatif, PDC Madina 2017

La dimension genre est prise en compte dans l'élection des élus locaux. Ce qui consiste un atout pour la commune car toutes les couches sont bien représentés dans les instances de décision. En effet, la commune travaille avec les ASC, les GPF, les APE, les ASUFOR etc. Et toutes ces entités prennent en compte la dimension genre. En plus, la commune a des prévisions en dotation en matériels d'allègement des travaux des femmes (PUDC).

Par contre, les handicapés sont souvent lésés dans la construction des infrastructures. En plus ces derniers ne sont pas bien structurés pour bien défendre leurs intérêts. Par conséquent, les autorités doivent mettre fin à ces disparités.

Tableau 16 : PETITE ENFANCE

ATOUTS	GAPS	ACTIONS PRECONISEES
1- Existe d'une CDIPE (case des tout-petits) ;	✓ Cadre du CDIPE non adéquat ; ✓ Absence d'accompagnement des structures de l'Etat et ONG ;	✓ Construire une case des tout-petits de dernière génération ; ✓ Accompagner les maitres coraniques dans la formalisation.
2- Existence de (...) daaras.	✓ Absence de cadre formel des maitres coraniques.	

Source : diagnostic participatif, PDC Madina 2017

La commune de Madina dispose d'une case des tout-petits de daara pour les enfants. Mais malheureusement, le fonctionnement de la CDIPE n'est pas adéquat. En effet, il ya une absence notoire de mesures d'accompagnement des structures étatiques et des partenaires. Face à ces manquements, les élus demandent de construire une case des tout-petits de dernière génération et des daaras moderne.

Tableau 17 : Changement climatique

ATOUTS	GAPS	ACTIONS PRECONISEES
Existence de réserve naturelle (non officiel)	✓ Dérèglement climatique ; ✓ Irrégularité pluviométrique ; ✓ Absence de bois villageois ; ✓ Coupe abusive de bois ; ✓ Faible présence des foyers ; ✓ Forte utilisation du bois de chauffe ; ✓ Bassins de rétention peu fonctionnels ; ✓ Potabilité de l'eau très discutable ; ✓ Pollution faible ; ✓ Végétation faible ✓ Faible accès aux énergies propres (biogaz).	✓ Reboisement systématique avec utilisation d'espèces adaptées ✓ Aménager des bois villageois ; ✓ Programme d'introduction de foyers améliorés ; ✓ Renforcer le contrôle contre les coupes abusives ; ✓ Promouvoir l'accès aux énergies propres (renouvelables).

Source : diagnostic participatif, PDC Madina 2017

« En 2015, tous les pays du monde se sont accordés sur 17 objectifs universels de développement durable pour mettre fin à la pauvreté, lutter contre les inégalités et les injustices, faire face au changement climatique et construire un monde en commun d'ici à 2030 ».

- ✓ Au Sénégal presque tous les secteurs, en plus de l'agriculture, la pêche et l'élevage, sont touchés par les impacts du Changement Climatique. Ainsi, dans le cadre de la lutte contre le changement climatique, la commune de Madina dispose d'une réserve naturelle. Cette dernière contribue à préserver la nature. Cependant, la coupe abusive de bois, l'accès difficile aux énergies propres (biogaz) entraîne une dégradation de la végétation, de la faune, de la flore et de la biodiversité. Cela impacte sur l'environnement avec le dérèglement climatique, l'irrégularité de la pluviométrie.
- ✓ Depuis plusieurs décennies, la qualité de l'environnement se dégrade et sa capacité à nous fournir ses précieux services se réduit. Les activités de l'Homme sont à l'origine de cette dégradation. Face à ces fléaux, des mesures draconiennes doivent être prises. Il faut également :
- ✓ aménager des bois villageois ;
- ✓ programme d'introduction de foyers améliorés ;
- ✓ renforcer le contrôle contre les coupes abusives ;
- ✓ promouvoir l'accès aux énergies propres (renouvelables) ;
- ✓ reboisement systématique avec utilisation d'espèces adaptées.

V- PROFIL GOUVERNANCE

Le conseil Municipal

Le conseil rural actuel compte 37 Conseillers ruraux et a mis en place 9 commissions :

- ✓ finances ;
- ✓ domaniale ;
- ✓ planification ;
- ✓ environnement ;
- ✓ éducation et genre ;
- ✓ santé et action sociale ;
- ✓ jeunesse sport et culture ;

- ✓ coopération décentralisée ;
- ✓ développement et affaires religieuses.

Structuration du Conseil Municipal

Le conseil municipal par ses délibérations, le maire par ses décisions, par l'instruction des affaires et l'exécution des délibérations, concourent à l'administration de la commune. »

Le bureau du conseil Municipal de Madina est installé à l'issu des élections municipales et départementales du 29 Juin 2014.

Il est composé des postes ci-après :

- ✓ Maire ;
- ✓ 02 adjoints au Maire ;
- ✓ secrétaire municipal ;
- ✓ un chauffeur ;
- ✓ une technicienne de surface

Ce bureau est aidé dans l'exercice de ses fonctions par neuf (09) commissions techniques :

Tableau 18 : Structuration du Conseil Municipal

COMMISION	REPRESENTANT		
Environnement	Abdou	Lakhat	BA
Finances	Ndiaya		CISSE
Domaniale	Abdou		CISSE
Education et genre	Nogaye		DIOUF
Sante et action sociale	Abdoulaye		LOUM
Coopération décentralisée	El hadji GASSAMA		Bougoute
Jeunesse sport et culture	Pape		GUEYE
Planification	Faly		FALL
Développement et affaires religieuses	Amadou	Yoro	KA

Source : enquête gouvernance locale, PDC Madina, 2017

Tableau 19 : composition du conseil municipale de la commune de madina

N°	PRENOM	NOM	AGE	SEXE		LOCALITE D'ORIGINE/QUARTIER	NIVEAU D'INSTRUCTION	PROFESSION	STATUT DE L'ELU	D'ANCIENETE		FONCTION AU NIVEAU DU CONSEIL
				M	F					ANCIEN	NOUVEAU	
1	Khadim	FALL	57	M		MADINA	CEFE	Artiste-peintre	1mdt	nouveau		MAIRE 77 412 43 12
2	El Hadji Mor	MBAYE	65	M		NGASSAMA	Alphabétisé	Cultivateur	1mdt	nouveau		1° Adjoint Maire
3	Mor	LO	63	M		MADINA	Alphabétisé	Cultivateur	4 mdt	Ancien		2 me Adjoint Maire
4	Fally	FALL	50		F	MADINA	Sans	Ménagère	1mdt	nouveau		Conseillère Municipale
5	Oumy	KEBE	45		F	NGASSAMA	Sans	Ménagère	1mdt	nouveau		Conseillère Municipale
6	Soda	LEYE	50		F	DAROURAHMANE	SANS	Ménagère	2mtd	nouveau		Conseillère Municipale
7	Cheikh	LEYE	43	M		DAROURAHMANE	Alphabétisé	Commerçant	1mdt	nouveau		Conseiller Municipal
8	Faty	DIOUF	43		F	DAROURAHMANE	Sans	Ménagère	1mdt	nouveau		Conseillère Municipale
9	Serigne Mame	NIANG	59	M		NDOCK	Sans	Maraîcher	1mdt	nouveau		Conseiller Municipal
10	Nogaye	DIATTARA	57		F	MADINA	Sans	Ménagère	1mdt	nouveau		Conseillère Municipale
11	Allé	LO	29	M		MADINA	Alphabétisé	Maitre Arabe	1mdt	nouveau		Conseiller Municipal
12	Mor	FAYE	43	M		MBAYENE	Sans	Chauffeur	1mdt	nouveau		Conseiller Municipal
13	Abdou	KA	57	M		KADOUYEL	Sans	Eleveur	1mdt	nouveau		Conseiller Municipal
14	Mor Talla	DIOP	48	M		MADINA	BAC- ARABE	Enseignant Arabe	1mdt	nouveau		Conseiller Municipal
15	El Hadji Bougoutte	GASSAMA	38	M		NGASSAMA	Alphabétisé	Maitre Arabe	1mdt	nouveau		Conseiller Municipal
16	Arame	GUEYE	41		F	NDOCK	Sans	Ménagère	1mdt	nouveau		Conseillère Municipale
17	Khady	DIOP	67		F	MADINA	Sans	Ménagère	1mdt	nouveau		Conseillère Municipale
18	Nogaye	DIOUF	43		F	MADINA	Sans	Femme d'affaires	1mdt	nouveau		Conseillère Municipale
19	Amadou Yoro	KA	78	M		THIENGOU	Sans	Eleveur	2 mdt	Ancien		Conseiller Municipal
20	Mariétou	DIOP	37		F	GRIGNEL	Sans	Ménagère	1mdt	nouveau		Conseillère Municipale
21	Papa	GUEYE	47	M		GRIGNEL	Sans	Cultivateur	1mdt	nouveau		Conseiller Municipal
22	Awa	GUEYE	40		F	MADINA	Sans	Ménagère	1mdt	nouveau		Conseillère Municipale
23	Maye	DIAGNE	50		F	MADINA	Sans	Ménagère	1mdt	nouveau		Conseillère Municipale
24	Coumba	DIOP	54		F	NDOCK	Sans	Ménagère	1mdt	nouveau		Conseillère Municipale
25	Abdoul Ahad	BA	39	M		TOUNE	Alphabétisé	Eleveur	1mdt	nouveau		Conseiller Municipal
26	Fatou	DIOME	51		F	TYP NAR	Sans	Ménagère	1mdt	nouveau		Conseillère Municipale
27	Abdou	CISSE	51	M		BOBY MBACKE	Alphabétisé	Cultivateur	3 mdt	Ancien		Conseiller Municipal
28	Alhassane	POUYE	59	M		NDIOUROUL	Sans	Cultivateur	1mdt	nouveau		Conseiller Municipal
29	Aliou	MBAYE	80	M		BOUSRAH	Sans	Cultivateur	3mdt	nouveau		Conseiller Municipal
30	Talla	GUEYE	57	M		NDOCK	Alphabétisé	Cultivateur	4 mdt	Ancien		Conseiller Municipal
31	Ahmadou	DIAGNE	80	M		Madina	Alphabétisé	Cultivateur	7 mdt	Ancien		Conseiller Municipal
32	Khardiata	KA	41		F	THIENGOU	Sans	Ménagère	1mdt	nouveau		Conseillère Municipale
33	Aminata	KA	51		F	THIENGOU	Sans	Ménagère	2 mdt	Ancien		Conseillère Municipale
34	Ndiaya	FALL	52		F	MADINA	Sans	Ménagère	1mdt	nouveau		Conseillère Municipale
35	Abdoulaye	LOUM	63	M		MBAYENE	Sans	Cultivateur	1mdt	nouveau		Conseiller Municipal
36	Mbéne	GUEYE	53		F	MBAYENE	Sans	Ménagère	1mdt	nouveau		Conseillère Municipale
37	Lamine	KANDJI	47	M		BOBY KANDJI	Alphabétisé	Cultivateur	1mdt	nouveau		Conseiller Municipal
38	Soda	KANDJI	52	M		BOBY KANDJI	Sans	Ménagère	1mdt	nouveau		Conseillère Municipale
39	Fatim	FALL	53		F	MADINA	Sans	Ménagère	1mdt	nouveau		Conseillère Municipale
40	Faty	DIAW	31		F	BOBY MBACKE	Sans	Ménagère	1mdt	Nouveau		Conseillère Municipale

Source : enquête gouvernance locale, PDC Madina, 2017

Le conseil Municipal de Madina compte 40 élus. L'analyse de la répartition des élus selon l'âge montre que les jeunes sont faiblement représentés au sein de l'exécutif local. En effet, l'âge moyen des élus est de 53 ans. Les moins de 35 ans ne représentent que 5 % des conseillers alors que ceux âgés de 50 ans et plus 60 %. Le conseil municipal est marqué par une faible représentativité des jeunes. Le plus jeune conseiller a 29 ans et le plus âgé 80 ans. Le fort taux d'exode rural et la forte mobilité des jeunes constituent une des causes de cette faible présence des jeunes. S'agissant de la répartition selon les catégories socioprofessionnelles 47,5% des élus sont des ménagères, 32,5% des agriculteurs et 20% des commerçants, des enseignants, des artistes, des chauffeurs etc. Le conseil Municipal compte ainsi deux employés du secteur formel, en l'occurrence le maire et l'enseignant arabe.

Néanmoins, compte tenu de la prédominance du secteur agropastoral, on peut présumer que les élus accordent une place prépondérante à l'agriculture et à l'élevage dans les programmes d'investissement.

Les élus sont pour l'essentiel des agriculteurs de profession sans aucun niveau d'instruction en français. Seul deux élus sont scolarisés avec une fonction de professeur d'arabe et d'artiste peintre. Par contre 25% des élus sont alphabétisés en langues nationales. Au delà du faible niveau de scolarisation, la plus part des élus n'ont pas d'expérience en gestion de collectivité locale. En effet, 85% des conseillers municipaux sont à leur premier mandat et n'ont pas bénéficié de programmes de renforcement de capacités. Ces derniers doivent être formés sur la décentralisation, la gestion des collectivités locales et les TIC.

L'essentiel des villages ont un représentant dans le conseil municipal. Autrement dit, la répartition spatiale des conseillers est faite d'une manière proportionnelle. Ainsi, il est judicieux de constater qu'il n'y a pas un déséquilibre notoire dans la répartition spatiale des élus locaux. Toutefois, il est important de préciser la confection des listes électorales par les partis a tenu compte des localités favorables à leur mouvance. En conséquence, certains villages se sont retrouvés avec un nombre important d'élus alors qu'une bonne partie n'en compte pas autant.

En outre, il convient aussi de veiller à ce qu'il n'y ait pas de ségrégation spatiale dans la localisation des investissements dans la mesure où chaque conseiller risque de défendre les intérêts de son village d'origine.

Fonctionnement du conseil municipal

Le fonctionnement du conseil municipal s'apprécie à deux niveaux : le fonctionnement de l'organe délibérant, d'une part, et la participation citoyenne, d'autre part.

Fonctionnement de l'organe délibérant

Le fonctionnement du Conseil Municipal est défini par la loi 2013-10 du 28 Décembre 2013 portant Code des Collectivités locales notamment en son article 93 qui stipule que : « Le maire est l'organe exécutif de la commune. Il est assisté par les adjoints dans l'ordre de leur élection. Le maire et les adjoints doivent résider dans la commune ou en être obligatoirement contribuables ».

Suite à son installation, le conseil Municipal s'est réuni à plusieurs reprises en session ordinaire et extraordinaire pour délibérer sur un certain nombre de points : installation des commissions techniques, débat d'orientation budgétaire, adoption du budget, autorisation et affectation des fonds de dotation et fonds de concours, etc.

Le Conseil Municipal dispose d'un registre de délibération. Par contre, les commissions techniques, instances d'aide à la décision, sont en veilleuse voire non fonctionnelles. Néanmoins, les commissions de santé et domaniale font partie des commissions les plus dynamiques parce qu'étant, sans doute, un domaine à propos duquel le Conseil Municipal a été jusqu'ici le plus interpellé par les populations.

Cependant, l'une des difficultés majeures, qui plombe le fonctionnement de l'organe délibérant est l'insuffisance du niveau d'équipement de la maison communal mais également en matériels roulants.

Participation citoyenne

Un des objectifs majeurs de la décentralisation est de favoriser la participation des populations au processus de développement local.

Cependant, il n'existe pas de système formel de communication ou d'information sur les activités du Conseil Municipal en direction des populations de la Commune. A la maison Communal, le tableau d'affichage est installé dans la façade intérieure. Ce qui offre un accès facile à l'information des populations.

Un élément important dans le dispositif de bonne gouvernance est l'accès à l'information. L'évaluation de celui montre que la commune de Madina est très démunie en matière d'outil d'accès à l'information, ainsi elle ne dispose pas de radio communautaire, ni d'accès au réseau internet.

Ce qui pose un réel problème dans l'engagement citoyen nécessaire à la participation dans la prise de décision et sur l'éducation citoyenne.

Hormis les offres d'Etat-Civil avec les déclarations des naissances, de mariage la vie du Conseil Municipal, sa politique, ses initiatives se passent ainsi sous silence réduisant considérablement la participation communal recherchée à travers la décentralisation.

Dans le Code des Collectivités locales, il est prévu la possibilité pour tout habitant d'une commune de demander à avoir accès aux procès-verbaux, au budget, aux comptes et aux arrêtés du Conseil Municipal, particulièrement de Dinguiraye.

Cependant, ce droit de contrôle est souvent méconnu par les populations mais ces dernières sont parfois consultées sur des décisions majeures que prend le Conseil Municipal et qui les concernent au premier plan notamment lors des débats d'orientation budgétaire (DOB). Ceci constitue ainsi une avancée considérable à la mise en œuvre d'une approche participative.

Par ailleurs, il faut souligner l'absence de cadre et d'espace de participation des populations à la gouvernance locale. Les Comités Inter villageois de Développement (CIVD) et les Associations de Développement Communautaire (ADEC) sont à la limite non fonctionnelle.

Pourtant, il existe un important tissu associatif dans la commune regroupant les principaux acteurs au développement que compte la localité.

De plus, le budget est élaboré et exécuté exclusivement par le conseil sans un contrôle citoyen. Dans la même optique, la gestion des fonds de dotation ne fait pas l'objet de concertation entre le conseil municipal et les acteurs concernés même s'il est vrai qu'il s'agit de ressources pré-affectées.

En outre, à défaut d'un cadre de concertation fonctionnel, l'inégale répartition spatiale des élus ne fera qu'approfondir le désintéressement et la démotivation des populations dans la gestion des affaires les concernant. A ce sujet, les difficultés liées à la communication en sont une parfaite illustration.

En dehors des questions de participation, de communication et de renforcement des capacités se posent des difficultés liées à la gestion de l'état civil. Plusieurs causes minent le développement de l'état civil dans la commune. Ensuite au niveau de l'enregistrement, l'un des problèmes majeurs reste l'accès à l'état civil du fait de l'enclavement et de l'éloignement de certaines localités du chef-lieu de la commune. Ainsi certains événements ne sont pas déclarés ou le sont tardivement.

En outre, au niveau du centre d'état civil (maison communautaire), le personnel est très insuffisant et manque en partie de qualification même si des renforcements de capacités et des mises à niveau leurs sont souvent offertes. En vérité, une seule personne fait office d'officier d'état civil.

Enfin, au niveau des populations les causes majeures sont l'analphabétisme, le manque d'information ou de motivation et l'ignorance de l'importance de l'état civil. A cela on pourrait ajouter la faible implication des chefs de villages. Néanmoins, l'équipe communale semble afficher une volonté à inverser la tendance par l'application des recommandations qui découleront de ce PDC ainsi que des documents annexes en matière de gouvernance locale.

Dispositif de Bonne Gouvernance

Selon l'enquête sur la gouvernance locale, les ASC ont signé un protocole de partenariat avec le conseil local. Elles participent périodiquement aux réunions de ce dernier. Les ASC sont financées par la CL à hauteur de 90% de leurs activités. Il n'existe pas d'équipement en cogestion ou gestion déléguée avec le conseil municipal. Ce qui est valable pour les ASC l'est pour les GIE sauf qu'ici il y a un équipement en cogestion ou gestion déléguée. En ce qui concerne les organisations de producteurs (OP) et les GPF, il n'y pas de protocole avec la CL mais ils participent aux réunions. Mais malheureusement les OP ne bénéficient pas de financement de la CL. Pour les autres types d'associations, la CL les finance à hauteur de 5%. Elles bénéficient de certains équipements du conseil municipal même si elles ne participent pas aux réunions.

En sommes, nous pouvons dire que les relations entre les commune et ces organisations même si elles existent sont à améliorer. Ce qui entrainera un impact direct sur le mode de gestion participatif que prône l'acte 3 de la décentralisation. Ce mode de gestion encourage la consultation des citoyens organisés en cadre, à chaque niveau d'action pour le développement local. Alors que les enquêtes révèlent un manque de dynamisme.

Le budget

Le budget est préparé par l'organe exécutif, voté par le conseil municipal et approuvé par le représentant de l'État dans les conditions prévues par le Code des Collectivités Locales.

L'objet de cette analyse financière de la commune de Madina au cours des trois dernières années budgétaires (2014-2015-2016) est d'identifier les contraintes de la commune en matière de fiscalité locale et proposer éventuellement des suggestions de façon à améliorer les performances financières et de gestion.

Tableau 20 : Evolution, profil financier et structure du budget

Année	Budget réelle	Recette réelles fonctionnement	Dépenses réelles de fonctionnement	Recettes propres réelles d'investissement	Dépenses réelles total d'investissement	Dépenses réelles total d'investissement
2014	26 939 000	18 933 567	9 374 960	00	6 197 283	00
2015	53 422 500	9 644 464	22 153 428	3 000 000	32 132 443	17 923 766
2016	51 475 500	29 968 942	22 845 011	00	26 208 677	19 806 134

Source : enquête gouvernance locale, PDC Madina, 2017

Les ressources financières des collectivités locales sont aussi diverses que variées. Elles proviennent du produit des recettes fiscales, de l'exploitation du domaine et des services locaux, des ristournes accordées par l'État ou d'autres collectivités publiques sur le montant des impôts et taxes recouvrés à leur profit. Il s'agit là des ressources propres mobilisées sur le territoire de la collectivité locale.

Elle reçoit aussi la répartition annuelle du fonds de dotation des collectivités locales. Ce sont les transferts provenant de l'État. Concernant la commune de Madina, on remarque, que le budget approuvé au cours des trois dernières années connaît une nette amélioration. En effet, le budget est passé de 26 939 000 en 2014 à 53 422 500 en 2015 soit le double. En 2016, le budget connaît une légère baisse. Donc nous pouvons dire que le budget de la commune de Madina évolue en dent de scie pendant ces trois (03) années. Toutefois, notons que l'essentiel du budget provient des fonds de dotation versés par l'État.

Le budget de fonctionnement de la commune de Madina est beaucoup plus important que celui de l'investissement à l'exception de l'année 2015. En effet, pendant cette année les prévisions d'investissement s'élèvent à 32 132 443 contre 22 153 428 F CFA pour le fonctionnement. Soulignons, que les recettes propres réelles d'investissement sont nulles en 2014 et 2016.

En somme, les possibilités de mobilisation de ressources sont assez nombreuses pour la commune de Madina, mais elles sont peu exploitées. C'est à l'image des ressources susceptibles de provenir de la coopération décentralisée et du foncier.

Tableau 21. Mesure de Performance de La Commune

DOMAINE	CRITERES	TOTAL PARTIELLE	POIDS SUR LA NOTATION DE LA PERFORMANCE	OBSERVATIONS
1. Capacité de la commune à satisfaire les besoins prioritaires des populations	1.1 Accès aux services sociaux de base	4/11	1%	6/20= 30% les plus faibles performances de la commune sont notés dans ce domaine
	1.2 Promotion du développement économique local (DEL)	2/9	4%	
2. Capacité de pilotage institutionnel, technique et financier de la commune	2.1 Gestion administrative	6/19	2%	31/57= 54% ; pour la commune ce domaine occupe la seconde place
	2.2 Gestion Technique	9/16	4%	
	2.3 Gestion fiduciaire	16/22	5%	
3. Participation citoyenne dans la gestion des affaires locales	3.1 Cadre institutionnel de la participation et accès à l'information	10/16	5%	16/23= 69% ; Les plus grandes performances de la commune sont enregistrés à ce niveau
	3.2 Engagement des citoyens	6/8	5%	
TOTAL GENERAL		53/100	%	Le score de la commune (53) se situe dans le groupe à moyenne performance (50≤53≤59)

Source : rapport de synthèse, mesure de performance de Madina, 2017

L'exercice de mesure des performances de la Commune lui affecte une note de 53%, ce qui lui confère une performance moyenne en matière de bonne gouvernance locale avec une assez bonne capacité à satisfaire les besoins des populations. En plus, la participation citoyenne dans la gestion des affaires locales est très bonne. Cependant, des efforts sont surtout à faire dans les domaines suivants:

- l'accès aux services sociaux de base ;
- la Promotion du développement économique local (DEL).

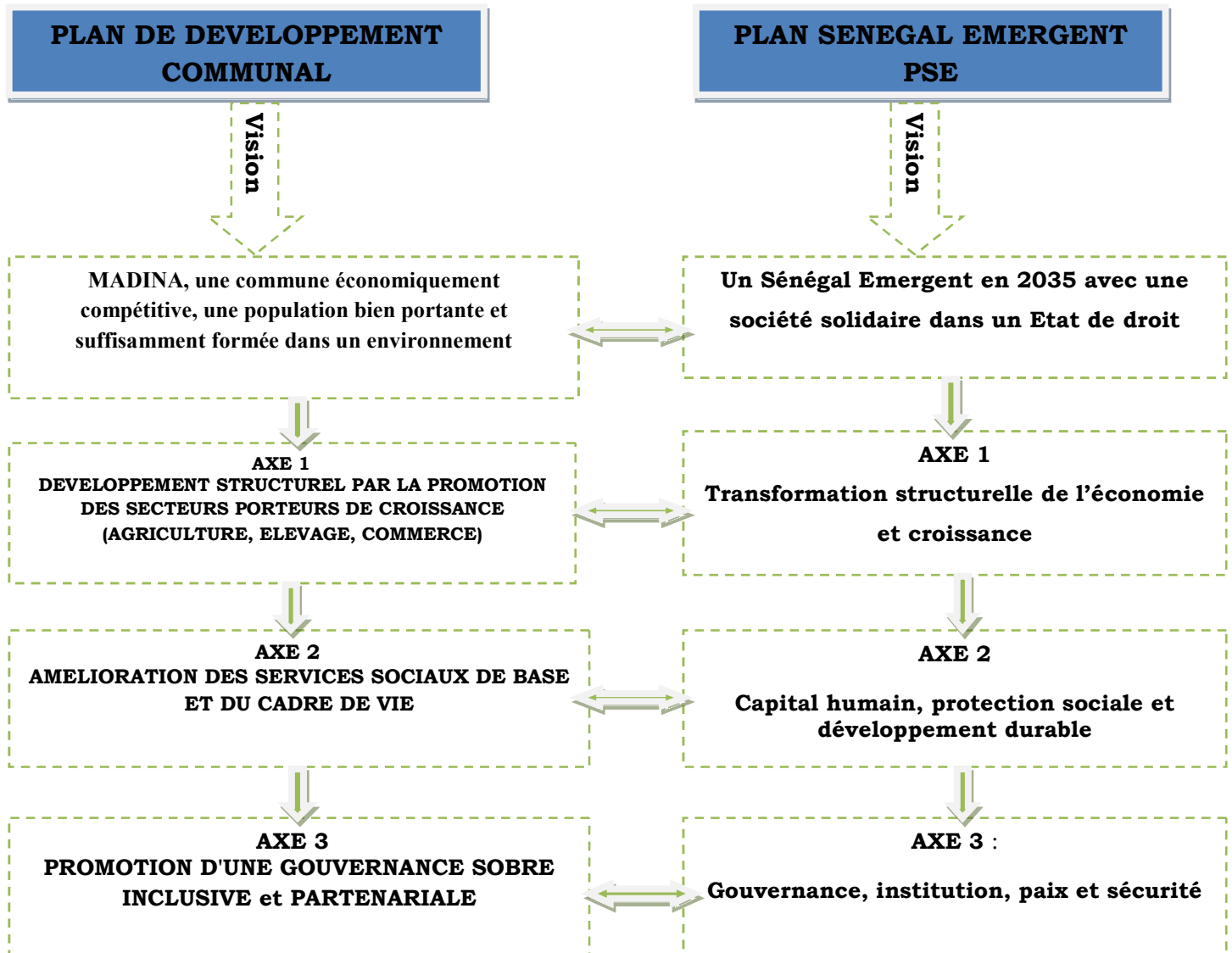
TROISIEME PARTIE : PROJECTIONS DE DEVELOPPEMENT

I- ENJEUX DE DEVELOPPEMENT

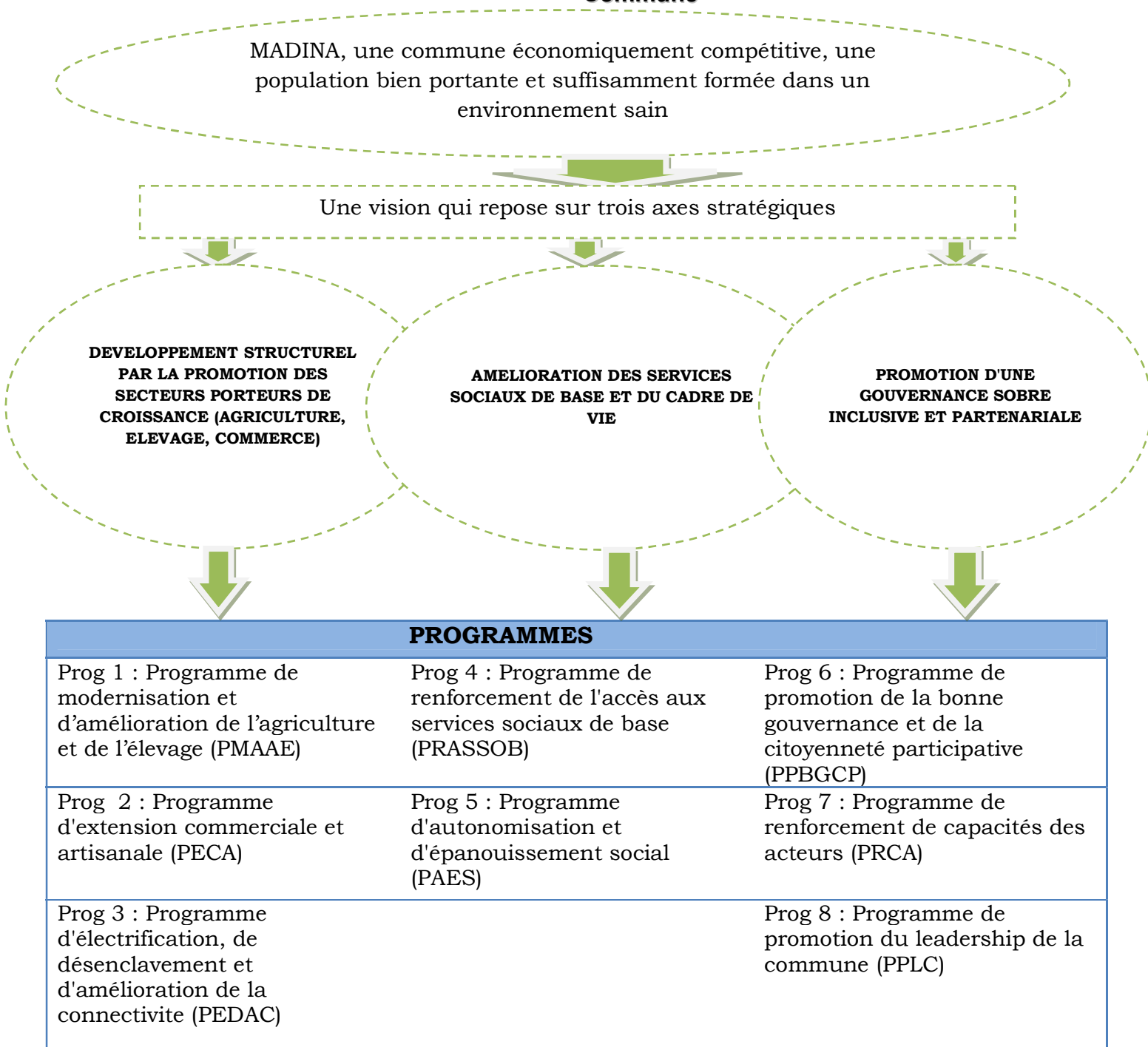
Le diagnostic établi a permis d'identifier des axes prioritaires d'intervention pour la commune de Madina:

- ✓ la modernisation des systèmes de production ;
- ✓ le renforcement de l'accès aux services sociaux de base ;
- ✓ la promotion d'une gouvernance inclusive et partenariale.

Consciente de ces défis, et mesurant pleinement ses potentialités humaines, culturelles et économiques, la commune de Madina à travers ce présent PDC entend contribuer à la construction d'un Sénégal émergent. Cette aspiration se reflète à travers la vision de développement du PDC qui est de faire de Madina une commune intégré dans l'espace régional et national avec une économie locale performante et dynamique, une ressource humaine de qualité vivant dans un cadre de vie harmonieux.



II- Présentation détaillée des Programmes de développement de la Commune



Axe 1 : Modernisation des systèmes de production agro pastoraux commerciaux et artisanaux pour une diversification et amélioration des revenus des populations

Tableau 22. PRG1 : Programme de Modernisation et d'Amélioration de l'Agriculture et de l'Elevage (PMAAE)

Objectif Général	Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Extrants
Contribuer à une amélioration substantielle et durable des moyens de subsistance de la population locale	Augmenter les capacités de production agricole pour une forte contribution à l'autosuffisance alimentaire du pays	Une forte contribution à l'autosuffisance alimentaire du pays est assurée	Le matériel agricole est renouvelé ; Des semences et des intrants sont distribués ; Un périmètre maraîcher est aménagé ; Une banque céréalière est implantée.
	Améliorer la santé et la production animale	Le développement de l'élevage est assuré	04 comités de veille ont été mis en place pour le vol de bétail ; 01 parc de vaccination est construite ; 01 magasins de stockage et de vente d'aliments de bétail est construits ; Une promotion de marquage du bétail est faite.
	Renforcer la résilience des activités agropastorales face aux changements climatiques	La commune de Madina dispose d'une agriculture et un élevage durable	Les agriculteurs et éleveurs sont formés sur des stratégies de résilience face aux changements climatiques ; Des réserves communautaire sont implantée ; Production de plants et des campagnes de reboisements sont menées.

	Favoriser une bonne cohabitation entre éleveurs et agriculteurs	Les conflits entre agriculteurs et éleveurs sont limités	Un plan d'occupation du sol est élaboré avec des zones de parcours du bétail bien identifiées ; Un comité mixte de veille et de concertation est mise en place.
--	---	--	--

Source : analyse PDC, Madina 2017

Les perspectives de développement de la commune repose en grande partie sur l'augmentation des capacités productives de l'agriculture et de l'élevage qui sont les principales activités économiques. Ce programme veillera à moderniser les systèmes de production agropastoraux afin de les permettre de répondre favorablement aux exigences de création de richesses tout en intégrant les objectifs de pérennisation dans un contexte de changements climatiques.

Tableau 23. PRG2 : Programme de Développement du Commerce et de l'Artisanat (PDCA)

Objectif Général	Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Extrants
Participer à la construction d'une économie locale diversifiée	Créer un environnement favorable au développement du commerce et l'artisanat	Les conditions d'un développement d'activités alternatives sont créées	Le marché hebdomadaire est redynamisé ; 50 SOUKS sont construites ; Un système d'épargne et de crédit est mis en place ; Un magasin témoin est ouvert ; Un centre de perfectionnement est crée ; Une participation des artisans aux foires d'exposition.

Source : analyse PDC, Madina 2017

La diversification des sources de revenus de la population constitue un défi de taille. Le commerce et l'artisanat au-delà d'être des activités alternatives à l'agriculture et l'élevage, ils peuvent jouer un rôle important dans le développement de la localité et la lutte contre la migration des jeunes. C'est fort de ce constat, que le programme se fixe comme objectif le développement de la fonction commerciale et artisanale à travers la création d'un environnement favorable et un meilleur accès aux financements pour les acteurs.

Tableau 24. PROG 3 : programme d'extension du réseau électrique, de désenclavement et d'amélioration de la connectivité (PEDAC)

Objectif Général	Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Extrants
Créer les conditions nécessaires à un développement socioéconomique	Désenclaver la commune à travers la densification du réseau routier et des pistes de production	La commune est désenclavée	L'axe Darou Rahmane- Madina est bitumée ; Aménagement de 20 km piste lattéritique (Axe Darou Rahmane- Ndock Madina Mboba)
	Améliorer le niveau d'accès à l'électricité	Tous les villages de la commune sont électrifiés	Extension du réseau électrique dans les villages (Typ Nar ; Darou Wahab ; Darou Nahim, Boby Kandji ; Boby Mbacké; Toune, Kadouyél ; Leyéne, Ndiourour, Thiengou) Des panneaux solaires sont installés aux niveaux des infrastructures publiques et de tous les villages officiels ; Un magasin de dépôt de gaz est installé ; Le réseau électrique est bien entretenu.

Améliorer l'utilisation des TIC	L'ensemble des populations de la commune ont accès au TIC	La couverture du réseau du téléphone mobil est améliorée ; Une radio communautaire est implantée ; L'internet est présent dans la commune.
---------------------------------	---	--

Source : analyse PDC, Madina 2017

La réalisation de la vision de développement de Madina passera par un renforcement des secteurs d'appui à la production. Le programme vise à satisfaire une vieille doléance de la population locale à savoir l'extension du réseau électrique et le désenclavement de la commune. Toutes les actions contenues dans ce programme auront un impact certain sur les secteurs de production.

Axe 2 : Amélioration des Services Sociaux de Base et du Cadre de Vie

Tableau 25. PRG4 : Programme de Développement des Services Sociaux de Bases PDSSB

Objectif Général	Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Extrants
Faciliter l'accès équitable et durable aux services sociaux de bases	Améliorer la couverture sanitaire éducative	La commune de Madina dispose d'une bonne couverture en équipements éducatifs et sanitaires	01 poste de santé ; 03 cases de santé ; 01 maternité est construite ; 01 cases des tout-petits est construite ; 01 CEM et 05 écoles élémentaires.
	Renforcer le niveau d'équipements des établissements sanitaires et éducatifs	Les établissements éducatifs et sanitaires de la commune offrent des services de qualité	Construction de deux salles de classe et une école élémentaire à Ngassama et Bobby Kandji; Clôture du CEM et des écoles (Mbaayenne et Bobby Mbacké) ; Raccordement en électricité du CEM

		et des écoles ; Mise en place de classes d'alphabétisation ; Les Daaras sont bien équipés ; Le poste de santé de Madina est réhabilité ; Le plateau technique est relevé ; Construction d'un logement pour la sage femme
Améliorer l'accès et la qualité de l'eau	Tous les villages de la commune sont desservis	02 forages sont construites dans la commune ; 04 puits-forages et deux puis communautaires sont construites.

Source : analyse PDC, Madina 2017

Ce programme vise à améliorer le niveau d'accès à l'éducation, à la santé et à l'eau dans la commune. Les interventions se concentreront sur la construction de nouvelles infrastructures, la réhabilitation de celles qui sont en état de délabrement et l'amélioration du niveau d'équipements dans ces secteurs.

Tableau 26. PRG 5 : Programme d'autonomisation et d'épanouissement social (PAES)

Objectif Général	Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Extrants
Contribuer à l'épanouissement de la population	Renforcer les équipements sportifs et culturels	Les conditions pour un développement des sports et de la culture sont assurées	Construction d'un stade municipal et d'un plateau multifonctionnel (Basket-Ball) Un foyer des jeunes est construit 01 centre polyvalent est construit.

Accompagner les associations sportives et culturelles	Un accompagnement conséquent des associations sportives et culturelles apporté	Reconnaissance juridique des ASC ; Augmentation de la subvention des ASC.
---	--	---

Source : analyse PDC, Madina 2017

Les actions du PAES visent à favoriser l'épanouissement de la population plus particulièrement les jeunes à travers les sports et les cultures. Cela passe par la construction d'équipements et l'accompagnement des associations qui s'activent dans les sports et la culture.

AXE 3 : Promotion d'une Gouvernance Sobre Inclusive et Partenariale

Tableau 27. PROG 6 : Programme de promotion de la bonne gouvernance et de la citoyenneté participative (PPBGCP)

Objectif Général	Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Extrants
Promouvoir une gouvernance performante et participative	Renforcer des capacités techniques et managériales des acteurs locaux	Une bonne gestion administrative et technique de la commune est assurée	Un cadre de concertation communal (CVD et CIVD) est mis en place ; Institutionnalisation du budget participatif sensible au genre.

Source : analyse PDC, Madina 2017

L'objectif principal est de favoriser l'instauration d'un cadre adapté à la participation citoyenne à la gestion participative et au développement de la localité. Les actions visent à mettre en place une bonne gestion administrative et technique de la commune.

Tableau 28. PROG7 : Programme de Renforcement de capacités des capacités des acteurs

Objectif Général	Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Extrants
Promouvoir la formation des acteurs locaux.	Former les acteurs sur les capacités techniques et managériales.	Maitriser les textes et s'adapter aux nouvelles technologies	Formations des élus sur les textes et lois sur la décentralisation ; Formation des acteurs du secteur agricole sur les techniques cultirales ; Formations des éleveurs sur les techniques d'embouche et d'insémination artificielle ; Le personnel de santé et les femmes sont formés sur la santé et le CAF ; Les acteurs de l'enfant sont formés sur la maltraitance et sur la vulgarisation des droits.

Source : analyse PDC, Madina 2017

Le renforcement de capacité des acteurs pourrait contribuer largement au développement de la commune. Les formations vont porter sur la maîtrise des textes et les nouvelles technologies.

Tableau 29. PROG 8 : Programme de Promotion du Leadership de la Commune (PPLC)

Objectif Général	Objectifs spécifiques	Résultats attendus	Extrants
Développer une coopération décentralisée performante et dynamique	Favoriser la coopération entre la commune et des partenaires internationaux	La commune de Madina est renforcée en moyens matériels et financiers par les partenaires	Aménagement et équipement du Bureau de l'Etat-Civil ; Dotations en équipement de l'Hôtel de Ville ; Création d'un site web Communal ; Organisation d'un forum de recherches de partenaires.

Source : analyse PDC, Madina 2017

Ce programme compte accroître la visibilité de la commune et intensifier les recherches de partenaires pour accompagner la collectivité dans ses projets de développement. Il s'appuiera sur la communauté des ressortissants de Madina pour nouer des partenariats.

Tableau 30 : Budget et nombre de projets par programme

I- Budget et nombre de projets par programme

Programmes	Nombre de Projets	Coût	Part du programme sur le Coût Total PDC
PAAE	13	217500	26.08%
PECA	7	58000	6.95%
PEDAC	11	100500	12.05%
PRASSOB	18	268500	32.13%
PAES	16	154000	18.46%
PPBGCP	2	3000	0.36%
PRCA	6	26000	3.12%
PPLC	4	6500	0.78%
Total	77	834000	100%

II- Stratégie de Mise en œuvre

L'approche de mise en œuvre des neuf programmes du PDC repose d'abord sur la mise en place d'une organisation regroupant tous les acteurs de la commune. A cet effet, la Commission Elargie de Planification (CEP) installée par arrêté du maire dans le cadre des travaux d'élaboration du PDC sera transformée en une Commission de Pilotage du PDC. Cette dernière aura pour mission de :

- Désigner un responsable de pilotage pour chaque programme ;
- définir les stratégies de communication et de promotion du plan ;
- suivre l'exécution des projets ;
- planifier les activités des projets ;

Les représentants des services techniques affectés dans l'arrondissement de Madina intégreront ladite commission. Le Maire assurera le rôle de coordonnateur de la CP.

Pour ce qui est du financement des projets, la commune organisera un forum des partenaires pour faire la promotion du plan et trouver des engagements de financements. Les projets n'ayant pas bénéficié de financements dans le cadre du forum seront soumis aux appels à projets. La commune à travers la commission de pilotage sera à l'affût de toute opportunité de partenariat pour la mise en œuvre du plan.

III- Suivi Evaluation

La stratégie de suivi évaluation du plan reposera sur le travail de la CP. Cette commission dans le cadre de sa mission aura en charge la collecte et l'exploitation de données issues de l'exécution du plan. Des rapports d'activités seront produits par chaque responsable de programme de façon périodique et soumis à validation à la commission de pilotage.

Le processus de suivi est résumé dans le tableau suivant

Tableau 31 : suivi évaluation

Activités	Outils	Echéance	Livrables
Suivi des projets en cours	Matrice des projets en cours	Trimestriel	Rapport précisant le niveau d'évolution des projets en cours
Suivi de la matrice de la situation de référence	Situation de référence par secteur	Semestriel	Rapport précisant le niveau d'évolution de la réduction des gaps
Evaluation du plan d'investissement	Matrice du PIL	Annuelle	Rapport d'évaluation précisant le niveau d'atteinte des résultats

Tableau 32 : PLAN D'INVESTISSEMENT PLURIANNUEL

PROJETS	PRODUITS ATTENDUS	SECTEURS	LOCALISATION	Coût total (en milliers) FCFA)	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	SOURCE DE FINANCEMENT
Axe 1 : DEVELOPPEMENT STRUCTUREL PAR LA PROMOTION DES SECTEURS PORTEURS DE CROISSANCE (AGRICULTURE, ELEVAGE, COMMERCE)										
1. Programme d'Amélioration de l'Agriculture et de l'Elevage (PAAE)										
Acquisition de matériels agricoles et intrants	Achat de semoirs, houes sines, houes occidentales, charrettes, tracteurs	Agriculture	Commune	25 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	COMMUNE, MAER
Mise à disposition à temps des intrants et en quantité	Acquisition de semences (AR_100T, NIEBE_20T, etc.) et engrais (15N10P10K_10T; 6K20P10K_30T)	Agriculture	Commune	50 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	COMMUNE, MAER
Aménagement de périmètres maraîcher (ferme intégrée)	Arrosoirs, sceaux, pelles, râtaux, pulvérisateurs – pioches, brouettes – coupe-coupe, machettes, transplantoirs	Agriculture	Ndock, Sopadé	40 000		20 000	20 000			COMMUNE, ANIDA,
Dotation de matériels de Post-recoltes	05 Batteuses à mil, 05 Moulins et 05 décortiqueuses à mil, 05 décortiqueuses d'arachide, 05 presses à huile	Agriculture	Commune	37 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	COMMUNE, PUDC, MFFG
Implantation de banque céréalière	Ciment, Fer, Betton...	Agriculture	Commune	20 000					20 000	COMMUNE, PUDC, CARITAS, PAM

Mise en place et équipement de quatre comités de veille et de sécurité	Comités de veille dans chaque zone (badge, bottes, tenues, torches) soit 40 personnes à raison de 10 par zone	Elevage	Madina, Boby Mbacké, Ngassama, Ndock	5 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	COMMUNE, Comités villgeois
Construction d'un magasin de stockage pour aliment de bétail	Plancher, mur, toiture, portes, fenêtres...	Elevage	Madina	20 000			20 000			COMMUNE, MEPA
Installation d'un nouveau parc de vaccination	Poteau Fer	Elevage	Kadouyel	2 000	2 000					COMMUNE
Accompagnement du programme d'insémination artificielle	Plaidoyer, orientation, accompagnement	Elevage	Commune	-						COMMUNE, SDEL
Mise en place de comités de veille et de défense des forêts	12 indicateurs identifiés parmi les 04 comités de veille dotés de brouette, pelle, etc.	Eaux et forêts	Madina, Boby Mbacké, Ngassama, Ndock	5 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	ETAT/MEDD
Sensibilisation des populations sur les feux de brousse	Les comités de veille organisent des causeries, etc	Eaux et forêts	Commune	3 000		1 000	1 000	1 000		COMMUNE
Restauration des domaines communautaires	Plantation des arbres, reboisement systématique	Eaux et forêts	Darou wakhab, Thiengou, Boby Mbacké, Boby Kandji, Mbaayenne.	5 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	COMMUNE, BEF
Redynamisation et équipement des comités de lutte contre les feux de brousses	Râteaux, brouettes, pèles....	Eaux et forêts	Darou wakhab, Thiengou, Boby Mbacké, Boby Kandji.	5 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	COMMUNE, BEF
TOTAL PROG 1				217500	28500	47500	67500	27500	46500	
PROG 2 : Programme d'extension commerciale et artisanale (PECA)										
Mise en place et équipement de quatre comités de veille et de sécurité	Volontaires	Commerce	Commune	-						COMMUNE, BEF

Mise en place de système d'épargne et de crédit	Fonds de garantie	Commerce	Commune	5 000	2500	2500				COMMUNE
Appui à la mise en place d'un magasin témoin	Accompagnement de l'initiative privée	Commerce	Commune	10 000			10 000			COMMUNE, Acteurs économiques
Redynamisation d'un marché hebdomadaire	Aménager une espace publique	Commerce	Commune	-						COMMUNE, Commerçants
Augmentation de 50 SOUKs	Briques, Ciment, Zinc, Betton...	Commerce	Boby Kandji, Bobby Mbacké, Grignel, Ngassama, Ndock	25 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	Commune
Création d'un centre de perfectionnement professionnel		Artisanat	Madina	15 000				15 000		COMMUNE, 03FPT
Accompagnement des artisans à la participation aux foires d'exposition		Artisanat	Commune	3 000		1 000	1 000	1 000		COMMUNE, Chambre des métiers
TOTAL PROG 2				58000	7500	8500	16000	21000	5000	

Prog 3 : Programme d'électrification, de désenclavement et d'amélioration de la connectivite (PEDAC)

Extension du réseau électrique	Poteaux Fil : 03 par villages par an	Energie	: Typ Nar ; Darou Wahab ; Darou Nahim, Bobby Kandji ; Bobby Mbacké; Toune, Kadouyé ; Leyéne, Ndiourour, Thiengou	-		x	x	x		COMMUNE/P UDC/ASER
Installation des panneaux solaires aux niveaux des infrastructures publiques et de tous les villages officiels		Energie	Commune	50 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	COMMUNE, Partenaires

Implantation d'un magasin de dépôt de Gaz	Ciment, Fer, Betton, Sable...	Energie	Commune	5 000			5 000			Opérateur Privé, Commune
Réparation de lampadaires défectueux et entretien du réseau	Lampes, Fil électrique	Energie	Commune	10 000	2000	2000	2000	2000	2000	COMMUNE, SENELEC
Implantation de nouvelles antennes		TIC	Madina	-	x	x	x	x	x	SONATEL, TIGO, EXPRESSO
Accompagnement à l'implantation d'un multiservice	Local, Ordinateurs, Imprimantes...	TIC	Madina	5 000		5000				Opérateur Privé, Commune
Implantation d'une radio communautaire	Local	TIC	Madina	10 000		10 000				COMMUNE, PARTENAIRE S
Branchement de connexion internet	Installation du réseau de l'Hôtel de ville	TIC	Madina	500	500					COMMUNE
Aménagement de pistes latéritiques		Voirie	Axe Darou Rahmane-Ndock Madina Mboba (20 km)							COMMUNE, PUDC,
Bitumage de la piste latéritique		Voirie	Axe Darou Rahmane-Madina (5km)	-						AGEROUTE
Aménagement d'un garage secondaire		Transport et désenclavement	Madina	20 000		10 000	10 000			COMMUNE, transporteurs
TOTAL PROG 3				100500	12500	37000	27000	12000	12000	
TOTAL AXE 1 (PROG1+PROG2+PRO3)				376000	48500	93000	110500	60500	63500	
AXE 2 : AMELIORATION DES SERVICES SOCIAUX DE BASE ET DU CADRE DE VIE										
PROG 4 : PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE L'ACCES AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE (PRASSOB)										
Construction de deux salles de classe	Ciment, Fer, Betton...	Education	Ngassama	15 000	7500	7500				COMMUNE

Construction d'une école élémentaire	Ciment, Fer, Betton...	Education	Boby Kandji	60 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	COMMUNE
Construction et équipement de 02 cases de tous petits	Ciment, Fer, Betton, tables chaises...	Education	Madina et Ngassama	50 000			25 000	25 000		COMMUNE, ANCTP
Clôture le CEM de Madina	Ciment, Fer, Betton...	Education	Madina	20 000			10 000	10 000		COMMUNE
Clôture de deux écoles élémentaires	Ciment, Fer, Betton...	Education	Mbaayenne et Boby Mbacké	20 000			10 000	10 000		COMMUNE
Raccordement en électricité des trois écoles primaires et du CEM de Madina	Poteaux, Fil électrique	Education	Gassama , Mbayenne, Boby Mbacke et Madina	10 000			3000	3000	4000	COMMUNE
Ouverture de classes d'alphabétisation fonctionnelle	Personnel, matériel	Education	Madina	15 000	5 000	5 000	5 000			COMMUNE, PAPA,
Dotation en équipement des neuf DAARA	Matelas, nattes, matériels didactiques	Education	Commune	10 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	COMMUNE
Renforcement de l'effectif des enseignants	Personnel	Education	Commune	-						
Réhabilitation du poste de santé de Madina	Peinture, autres travaux	Santé	Madina	5 000				5 000		COMMUNE
Amélioration du plateau technique du poste et des cases de santé		Santé	Madina	10 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	COMMUNE
Construction d'un logement pour sagefemme		Santé	Madina	10 000	5 000	5 000				COMMUNE, PARTENAIRE S
Identification et formation d'un personnel communautaire	Personnes ressources	Santé	Boby Mbacké	-	x					COMMUNE, Comités de Santé
Subvention au secours pour les indigents et vulnérables		Action sociale		5 000		5 000				
Implantation d'une unité de potabilisation	Réseau, unité, Local	Hydraulique et Assainissement	Commune	30 000			10 000	10 000	10 000	COMMUNE, PRIVE
Aménagement de dépôts d'ordure	Délimitation	Hydraulique et Assainissement	Madina	5 000			3 000	1 000	1 000	

Sensibilisation des populations sur l'utilisation et l'entretien de latrines et la lutte contre la défécation à l'air libre		Hydraulique et Assainissement	Commune	1 500	3 00	3 00	3 00	3 00	3 00	COMMUNE, PASEPAR
Elaboration d'un plan directeur d'urbanisme	Expert en urbanisme	Urbanisme Habitat	Commune	2 000				2 000		COMMUNE
TOTAL PROG 4				268500	33800	38800	82300	82300	31300	
PROG 5 : Programme d'autonomisation et d'épanouissement social (PAES)										
Construction et équipement d'une case foyer de la femme	Ciment, Fer, Betton...	Développement communautaire	Commune	25 000		12 500	12 500			COMMUNE, MFEG
Accompagnement des femmes pour la mise en place des caisses de credit local	Mise en place de fonds de garantie	Développement communautaire	Commune	5 000	2 500	2 500				
Affectation d'agent de sécurité	ASP	Protection civile	Commune	25 000				12 500	12 500	COMMUNE, Ministere Jeunesse
Construction et équipement de foyer de jeune	Ciment, Fer, Betton...	Jeunesse et Sport	Commune	25 000		25000				COMMUNE
Aménagement, équipement et clôture d'un terrain de sport		Jeunesse et Sport	Madina	50 000			20 000	20 000	10 000	COMMUNE
Augmentation de la subvention des ASC	Equipements maillots, Ballon, Argent...	Jeunesse et Sport	COMMUNE	-						COMMUNE
Aménagement d'un plateau multifonctionnel dans le CEM		Jeunesse et Sport	Madina	10 000					10 000	COMMUNE
Recensement et valorisation du patrimoine historique		Culture	Commune	500		5 00				COMMUNE
Sensibilisation des populations nantis à investir dans des créneaux porteurs		Migration et développement	Commune	500				500		
Collaboration avec les émigrés pour des pistes de	Identification de la diaspora, mission	Migration et coopération	Commune	10 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	COMMUNE, DIASPORA

coopération décentralisée	double espace	décentralisée								
Mise à disposition (diligence) de la carte d'égalité des chances	plaidoyer	Genre	Commune	-						COMMUNE, SDAS
Discrimination positive des handicapés et des femmes chefs de ménages dans l'octroi des bourses de sécurité familiale	Meilleur ciblage	Genre	Commune	-						COMMUNE,
Prévoir dans les constructions, l'accès des personnes à mobilité réduite	Plaidoyer, sensibilisation des services de l'Urbanisme	Genre	Commune	-						
Reboisement systématique avec utilisation d'espèces adaptées	Pépinières	Changement climatique	Commune	-						
Aménager des bois villageois	Pépinières	Changement climatique	Commune	2 500		2 500				
Programme d'introduction de foyers améliorés		Environnement	Commune	500	100	100	100	100	100	COMMUNE
TOTAL PROG 5				154000	4600	45100	34600	35100	34600	
TOTAL AXE 2				422500	38400	83900	116900	117400	65900	

AXE 3 : PROMOTION D'UNE GOUVERNANCE SOBRE INCLUSIVE et PARTENARIALE

PROG 6 : PROGRAMME DE PROMOTION DE LA BONNE GOUVERNANCE ET DE LA CITOYENNETE PARTICIPATIVE (PPBGCP)

Mise en place d'un cadre de concertation communal (CVD et CIVD)		Participation citoyenne	Commune	500	500					
Institutionnalisation du budget participatif sensible au genre				2 500	500	500	500	500	500	

PROG7 : Programme de Renforcement de capacités des capacités des acteurs										
Formation des Elus	Les thématiques comme l'acte III, le foncier, la mobilisation des ressources, etc. sont abordées			5000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	Commune
Formation des acteurs du secteur agricole	Les membres de CLCOP sont formés sur les nouvelles technologies culturelles			5000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	Commune
Formations des éleveurs	Techniques d'embouche, d'insémination artificielle			5000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	Commune
Formation du Personnel Communautaire de Santé				5000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	Commune
Formation des femmes en CAF				3 000	1 000		1000		1000	
Formation des acteurs de l'enfant sur la maltraitance et vulgarisation des droits				3000	1 000		1000		1000	
TOTAL PROG 6				26000	7000	4500	6500	4500	6500	
PROG 7 : Programme de Promotion du Leadership de la Commune (PPLC)										
Aménagement et équipement du Bureau de l'Etat-Civil	Aménagement d'un local, Achat d'ordinateurs, recrutement d'un personnel		Hôtel de Ville	1 000	1 000					Commune
Dotations en équipement de l'Hôtel de Ville	Chaises, Salles multimédias, acquisition d'ordinateurs, d'imprimantes, scanners		Hôtel de Ville	5 000	1000	1000	1000	1000	1000	Commune, ADIE
Création d'un site web Communal			Commune	500			500			Commune

Organisation d'un forum de recherches de partenaires										
TOTAL PROG 7				6500	2000	1000	1500	1000	1000	
TOTAL AXE 3				35500	9000	5500	8000	5500	7500	
TOTAL PIL				834000	95900	182400	235400	183400	136900	